



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

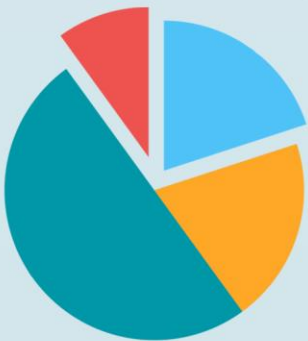
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DIRECTION DE LA PLANIFICATION



**ANALYSE REGIONALE DU PROGRAMME
TRIENNAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PTIP)
2018-2020 : *EXERCICE 2018***



LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: répartition globale de l'investissement selon les secteurs (en milliards de FCFA).....	2
Graphique 2: répartition sectorielle des investissements pour la région de Dakar.....	5
Graphique 3: répartition sectorielle des investissements pour la région de Saint-Louis.....	8
Graphique 4: répartition sectorielle des investissements pour la région de Thiès.....	11
Graphique 5: répartition sectorielle des investissements pour la région de Louga.....	14
Graphique 6: répartition sectorielle des investissements pour la région de Ziguinchor.....	17
Graphique 7: répartition sectorielle des investissements pour la région de Sédhiou.....	20
Graphique 8: répartition sectorielle des investissements pour la région de Matam.....	22
Graphique 9: répartition sectorielle des investissements pour la région de Tambacounda.....	25
Graphique 10: répartition sectorielle des investissements pour la région de Diourbel.....	28
Graphique 11: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kolda.....	30
Graphique 12: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaolack.....	34
Graphique 13: répartition sectorielle des investissements pour la région de Fatick.....	39
Graphique 14: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaffrine.....	42
Graphique 15: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kédougou.....	44
Graphique 16: répartition spatiale des projets.....	47
Graphique 17: répartition sectorielle des investissements prévus et réalisés du PTIP 2018.....	47

LISTE DES CARTES

Carte 1: région de Dakar.....	4
Carte 2: région de Saint-Louis.....	7
Carte 3: région de Thiès.....	11
Carte 4: région de Louga.....	14
Carte 5: région de Ziguinchor.....	16
Carte 6: région de Sédhiou.....	19
Carte 7: région de Matam.....	22
Carte 8: région de Tambacounda.....	24
Carte 9: région de Diourbel.....	27
Carte 10: région de Kolda.....	30
Carte 11: région de Kaolack.....	33
Carte 12: région de Fatick.....	39
Carte 13: région de Kaffrine.....	41
Carte 14: région de Kédougou.....	43
Carte 15: nombre de projets par région.....	46
Carte 16: niveau des investissements du secteur primaire.....	51
Carte 17: niveau des investissements du secteur secondaire.....	53
Carte 18: niveau des investissements du secteur tertiaire.....	56
Carte 19: niveau des investissements du secteur quaternaire.....	60

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition du nombre de projets par région	iv
Tableau 2: Principaux projets de la région de Dakar.....	6
Tableau 3: Principaux projets de la région de Saint-Louis.....	9
Tableau 4: Principaux projets de la région de Thiès	13
Tableau 5: Principaux projets de la région de Louga	15
Tableau 6: Principaux projets de la région de Ziguinchor.....	18
Tableau 7: Principaux projets de la région de Sédhiou	21
Tableau 8: Principaux projets de la région de Matam	24
Tableau 9: Principaux projets de la région de Tambacounda.....	26
Tableau 10: Principaux projets de la région de Diourbel	29
Tableau 11: Principaux projets de la région de Kolda.....	32
Tableau 12: Principaux projets de la région de Kaolack	37
Tableau 13: Principaux projets de la région de Fatick	40
Tableau 14: Principaux projets de la région de Kaffrine	43
Tableau 15: Principaux projets de la région de Kédougou.....	45

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AIBD	Aéroport international Blaise Diagne
ANSD	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
ASER	Agence sénégalaise d'Electrification rurale
BAD	Banque africaine de Développement
BCI	Budget consolidé d'Investissement
BOAD	Banque ouest africaine de Développement
CAPSU	Caisse autonome de Protection sociale universelle
CEDEAO	Communauté économique des Etat de l'Afrique de l'Ouest
CICES	Centre international du Commerce extérieur du Sénégal
CNAO	Centre national d'Appareillage et d'Orthopédie
CSE	Centre de Suivi écologique
DAC	Domaine agricole communautaire
DGB	Direction générale du Budget
DP	Direction de la Planification
ENSA	Ecole nationale supérieure d'Agriculture
FCFA	Franc des Communautés financières d'Afrique
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements prioritaires
Ha	Hectare
hbt	Habitant
ISEP	Institut supérieure d'Enseignement professionnel
ISFAR	Institut supérieure de Formation agricole et rurale
Km	Kilomètre
Kms 3	Keur Momar Sarr 3
LOASP	Loi d'Orientation agro-sylvo-pastorale
MIEP 2	Projet d'Infrastructures et d'Equipements maritimes phase 2
PADAER	Programme d'Appui au Développement agricole et à l'Entreprenariat rural
PAFA	Projet d'Appui aux Filières agricoles
PAISD	Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement
PANAV	Plan d'Action nationale pour l'Assistance des Victimes de mines
PASA	Projet d'Appui à la Sécurité alimentaire
PASEPAR	Projet d'Amélioration des Services d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu rural
PDIDAS	Projet de Développement inclusif durable de l'Agro-bussiness au Sénégal
PNAR-II	Programme national d'Autosuffisance en Riz phase II
PPC	Projet de Pistes communautaires
PRACAS	Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise
PRIP	Projet d'Appui à la Production durable du Riz pluvial
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTIP	Programme triennal d'Invesstissements publics
PUDC	Programme d'Urgence de Développement communautaire
PUMA	Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers
RGPHAE	Recensement général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
SIGFIP	Système intégré de Gestion des Finances publiques
SNP	Système national de Planification
SRI	Système de Riziculture intensive
SRP	Service régional de la Planification
UEMOA	Union économique et monétaire Ouest africaine
VDN	Voie de Dégagement Nord

RESUME

Le Programme Triennal d'Investissements Publics (PTIP) est une Loi-programme relative aux investissements publics pour une période de trois ans. En 2018, **le PTIP 2018-2020** comptait **568 projets** pour un volume de financement évalué à **1 486,715 milliards de francs CFA**, contre **685 projets** pour un montant de **1 533,490 milliards de francs CFA** en 2017. Comme outil d'opérationnalisation des politiques publiques, son suivi permet d'apprécier le niveau d'exécution des projets et, de façon globale, l'analyse régionale de la politique d'investissement.

Le présent rapport porte sur la répartition territoriale et sectorielle des investissements au niveau régional. Il est élaboré sur la base des contributions des Services régionaux de Planification (SRP) et de la Direction générale du Budget (DGB). L'exercice 2018 du PTIP revêt un caractère particulier, en ce sens qu'une partie de la part allouée à chaque région est connue au préalable.

Le PTIP 2018-2020 s'inscrit dans une perspective de contribution à l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD) et de réalisation optimale du Plan Sénégal Emergent (PSE).

La situation par région s'établit comme suit :

Tableau 1 : répartition du nombre de projets par région

Région	Nombre de projets
Dakar	61
Saint-Louis	20
Kolda	19
Tambacounda	19
Louga	17
Kaolack	16
Thiès	15
Fatick	14
Kédougou	14
Sédhiou	14
Ziguinchor	14
Kaffrine	13
Diourbel	12
Matam	11
Total	259
Moyenne	18,5

Source : calcul Direction de la Planification

Du point de vue sectoriel, l'analyse fait état d'une forte concentration des projets prévus dans les secteurs quaternaire (45,24%) et tertiaire (33,81%). En termes de volume

d'investissements, le tertiaire se retrouve avec 32,18%, le primaire 32,05%, le quaternaire 28,36% et le secondaire 7,41%.

De façon générale, l'étude révèle de fortes disparités spatiales et sectorielles ainsi qu'une grande concentration des projets et programmes du PTIP 2018-2020 au niveau de la région de Dakar. Cependant, la convergence entre les orientations des régions, en matière de développement avec le contenu du PTIP, a été effective pour la quasi-totalité.

SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES.....	i
LISTE DES CARTES	i
LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
RESUME.....	iv
SOMMAIRE	v
AVERTISSEMENT	vii
I. Analyse du PTIP global	2
1.1. Le secteur primaire	3
1.2. Le secteur secondaire	3
1.3. Le secteur tertiaire	3
1.4. Le secteur quaternaire	3
II. Analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteur	4
2.1. Région de Dakar	4
2.2. Région de Saint-Louis	7
2.3. Région de Thiès.....	10
2.4. Région de Louga	13
2.5. Région de Ziguinchor	16
2.6. région de Sédhiou	19
2.7. Région de Matam.....	21
2.8. région de Tambacounda	24
2.9. Région de Diourbel.....	27
2.10. Région de Kolda.....	29
2.11. Région de Kaolack.....	32
2.12. Région de Fatick	38
2.13. Région de Kaffrine	41
2.14. Région de Kédougou	43
III. Analyse des disparités du PTIP 2018	46
3.1. Analyse spatiale de la répartition des projets	46
3.2. Analyse sectorielle de la répartition régionale des projets	47
IV. Analyse de la répartition des projets par secteur et sous-secteur pour l'exercice 2018 du PTIP	49
4.1. Le secteur primaire	49
4.1.1 Agriculture	49
4.1.2 Élevage.....	50
4.1.3 Eaux et Forêts	50
4.1.4 Pêche.....	50
4.1.5. Hydraulique rurale et agricole	50
4.2 Le secteur secondaire	51
4.2.1 Mines.....	51
4.2.2 Industrie	52
4.2.3 Artisanat.....	52
4.2.4 Energie.....	52
4.3. Le secteur tertiaire	53
4.3.1 Commerce	53
4.3.2. Tourisme.....	54
4.3.3 Transport routier.....	54
4.3.4. Transport ferroviaire	54
4.3.5. Transport maritime.....	55
4.3.6 Transport aérien.....	55
4.3.7 Poste, télécommunication et information	56
4.4. Le secteur quaternaire	57
4.4.1 Hydraulique urbaine et assainissement.....	57
4.4.2 Culture, jeunesse et Sport.....	57
4.4.3 Urbanisme, habitat et cadre de vie.....	58

4.4.4	Santé et nutrition	58
4.4.5	Éducation et formation	58
4.4.6	Développement social	59
4.4.7	Équipement administratif.....	59
4.4.8	Études et recherche/quaternaire	59
4.5.9	Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire	60
Conclusion.....		61

AVERTISSEMENT

L'objet du présent rapport est de faire le suivi, pour l'exercice 2018, des différents projets inscrits dans le PTIP 2018-2020, en vue en d'apprécier les niveaux d'exécution financière. Cependant, l'étude comporte des limites, compte tenu de la diversité des sources (interne et externe) de financement des projets. En effet, il faut signaler que **certaines financements externes ne sont pas retracés par le Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP) et leurs statistiques relatives aux montants exécutés par les partenaires techniques et financiers ne sont pas disponibles**. Ainsi, les taux d'exécution sont calculés seulement à partir des ressources internes obtenues grâce au SIGFIP.

Ce manquement, consécutif à l'indisponibilité de statistiques financières exhaustives, explique, dans certains cas, la faiblesse des taux d'exécution de projets, partiellement financés sur ressources externes. Au-delà des projets spécifiques dénombrés pour les régions, ces dernières bénéficient aussi des projets d'envergure nationale et multi-région. Du fait de la difficulté à spécifier le montant de ces types de projets par région, la part des investissements qui reviennent aux régions ne sont pas connus.

Dans le présent document, sont appelés « Projets d'envergure nationale », les projets gérés au niveau central et qui intéressent les quatorze (14) régions du pays, et « Projets multi-région » ceux qui s'étendent au moins sur deux (2) régions et pour lesquels les tranches concernant chacune de ces régions ne sont pas connues.

Sont appelés « Projets régionaux », les projets entièrement localisés dans une région et une seule et « Projets régions inconnues » ceux centralisés dont la destination régionale n'est pas préalablement identifiée.

Introduction

Depuis 2013, le Sénégal s'est engagé sur la voie de l'émergence et pour l'approfondissement de sa politique de décentralisation, avec « l'Acte 3¹ de la décentralisation », qui s'inscrit dans une stratégie de développement territorial.

Cette réforme vise à mettre en cohérence les interventions au niveau des territoires et à assurer une meilleure participation des différentes catégories d'acteurs territoriaux. Cette ambition est renforcée par les orientations définies dans le Plan Sénégal émergent (PSE).

Le Programme triennal d'Investissements publics (PTIP) ou loi-programme est l'instrument de concrétisation, en termes d'investissements, des orientations et stratégies définies par le Plan. Élaboré pour une durée de trois (3) ans, ajustable et glissant, il constitue le maillon opérationnel du Système national de Planification (SNP). Sa partie exécutoire constitue le Budget consolidé d'Investissements (BCI) d'une durée d'un (1) an. Il comprend, par secteur d'activités, tous les projets et programmes d'investissements de l'État. Son double caractère ajustable et glissant fait qu'il permet de sortir les projets exécutés, d'en introduire d'autres et de réajuster ainsi la programmation. Le PTIP est soumis en tant que projet de « loi portant approbation du Programme triennal d'Investissements publics », intégrant la loi de finances, pour vote à l'Assemblée Nationale.

La présente étude est une analyse de la répartition territoriale des investissements prévus pour l'exercice 2018 dans le cadre du PTIP 2018-2020. Elle contribue aussi à établir le bilan des investissements de l'Etat dans les régions du Sénégal et à mettre en exergue les investissements programmés et exécutés dans ce sens. En outre, elle permet de procéder à la vérification de la conformité des projets retenus avec les orientations définies par les régions.

Cinq cent soixante-huit (568) projets sont dénombrés dans cet exercice, pour un montant global programmé de **1 486, 715 milliards de FCFA**.

La démarche méthodologique utilisée pour l'élaboration du suivi régionalisé du PTIP 2018-2020 comporte plusieurs étapes. Ce processus s'est déroulé avec la contribution des Services régionaux de Planification (SRP) et l'exploitation du document portant bilan d'exécution du PTIP de la Direction générale du Budget (DGB).

Ce rapport sur l'exercice 2018 du Programme triennal d'Investissements publics 2018-2020 régionalisé est composé de quatre (4) parties:

¹ Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des collectivités locales, modifiée par la loi n° 2014-19 du 24 avril 2014.

- la première partie aborde l'analyse du PTIP global ;
- la deuxième est consacrée à l'examen de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteur ;
- la troisième partie est relative aux disparités spatiale et sectorielle ;
- et la quatrième partie porte sur l'étude de la répartition sectorielle du PTIP 2018.

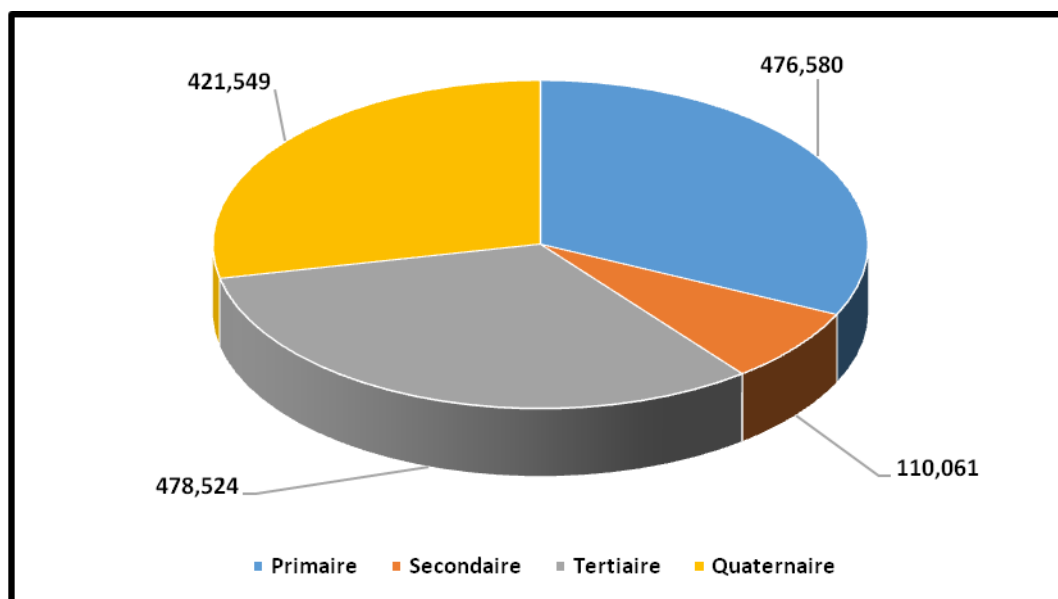
I. Analyse du PTIP global

L'exercice 2018 du Programme triennal d'Investissements publics (PTIP) 2018-2020 a un coût global de **1 486,715 milliards de FCFA**. Il est la traduction des trois (3) axes stratégiques de la politique du Gouvernement qui cherche, entre autres: (i) la consolidation des bases d'une gouvernance démocratique, transparente, plus rigoureuse, plus efficace, orientée vers la satisfaction des besoins prioritaires des populations et sur la lutte contre les injustices sociales ; (ii) le renforcement de la décentralisation et de la territorialisation des politiques publiques, en vue de donner une plus grande impulsion au développement des terroirs et (iii) une croissance soutenue, durable et inclusive.

Le nombre total de projet est de **568**, dont trois cent neuf (309) à l'échelle nationale et multi région, soit 54,40 % et 259 pour le niveau régional, soit 45,60 %. En termes de volume d'investissements, les projets d'envergure nationale concentrent 440,963 milliards de FCFA, soit 29,66% du total du PTIP.

Par secteurs, la ventilation des investissements se présente comme suit.

Graphique 1: répartition globale de l'investissement selon les secteurs (en milliards de FCFA)



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP2019

1.1. Le secteur primaire

Le secteur primaire totalise 192 projets pour un volume d'investissements de 476,580 milliards de FCFA.

Les projets nationaux regroupent 30,21% du montant alloué à ce secteur. Ces projets entrent, principalement, dans le cadre de la construction d'une agriculture compétitive, diversifiée et durable. En outre, le secteur primaire devrait être traité comme une priorité, compte tenu de la place qu'elle est sensée jouer dans la création de richesses, mais aussi en vertu de sa capacité de redistribution de revenus, eu égard au nombre important d'acteurs sociaux qu'il mobilise.

1.2. Le secteur secondaire

Dans ce secteur, la politique porte sur la résorption du déficit de production et de distribution énergétique afin d'augmenter le taux d'accès à l'électricité en milieu rural et d'assurer la qualité de sa fourniture. Le secteur secondaire bénéficie d'un montant prévisionnel de 110,061 milliards de FCA, avec la plus importante part attribuée au sous-secteur de l'énergie pour un montant de 94,507 milliards de FCFA, soit 85,87% du total du secteur.

1.3. Le secteur tertiaire

Une prévision de 478 milliards 524 millions de FCFA revient au secteur tertiaire, soit 32,18% du total de la programmation pour quatre-vingt-quatre (84) projets. Près de 311,673 milliards de FCFA, soit 65,13%, sont alloués aux infrastructures routières et aux pistes rurales dans le cadre de l'amélioration de la mobilité. Cette politique de renforcement de la mobilité constitue également un facteur de réussite à la dynamisation des pôles et zones économiques spéciales de développement déclinée dans les options du Gouvernement.

1.4. Le secteur quaternaire

Le secteur totalise deux cent cinquante-sept (257) projets pour une prévision de 421 milliards 549 millions, soit 28,36% de l'exercice 2018.

La part allouée au secteur quaternaire peut s'expliquer par la prise en compte de la Caisse autonome de Protection sociale universelle (CAPSU) pour la prise en charge: (i) d'une couverture maladie de base; (ii) d'un Revenu minimum Vieillesse et (iii) de la Bourse de Sécurité familiale.

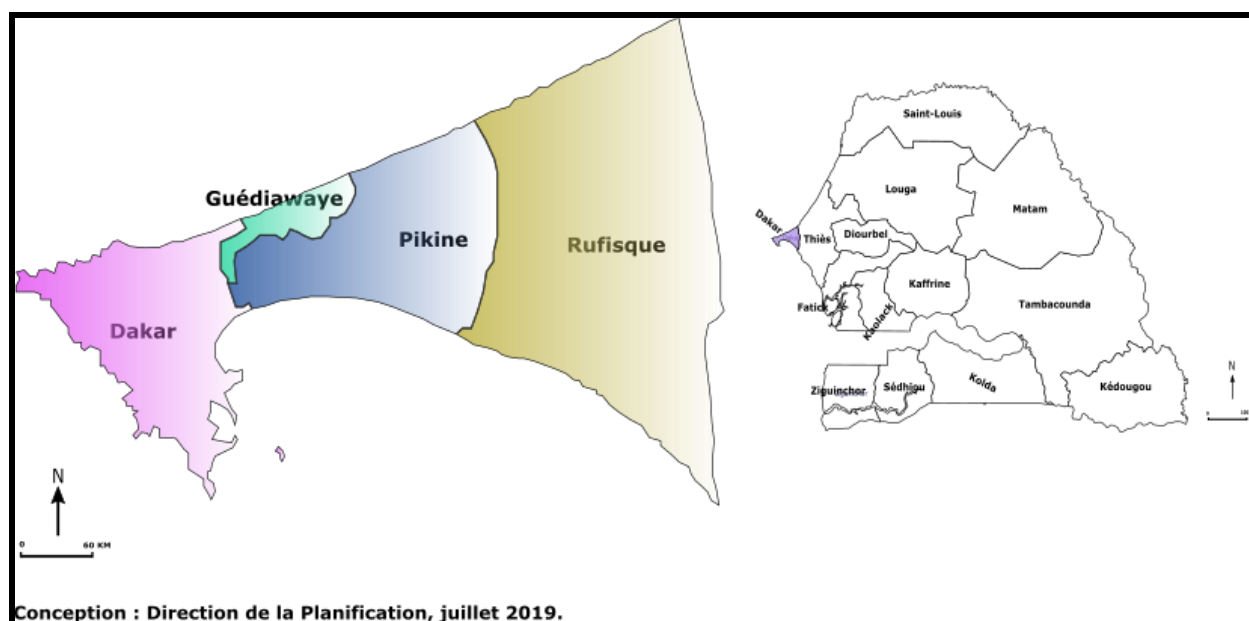
II. Analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteur

L'analyse de la répartition régionale des investissements par secteur et sous-secteur de l'exercice 2018 du PTIP 2018-2020 permettra, non seulement de faire ressortir une éventuelle disparité dans l'allocation régionale des investissements, mais également de dénombrer les projets par sous-secteurs ainsi que les investissements prévisionnels pour chaque région.

2.1. Région de Dakar

La région de Dakar s'étend sur une superficie de 550 km² et est caractérisée par une macrocéphalie due à l'exode rural et à sa position de zone de transit pour l'émigration internationale. En 2018, la population dakaroise était estimée à 3 630 324 habitants, soit un peu moins du quart (1/4) de la population nationale qui se chiffrait alors à 14 796 469 habitants. Cette population est légèrement dominée par les femmes qui en représentent 50,40%. La densité est de 5 879 habitants/km² contre 75 habitants /km² au niveau national.

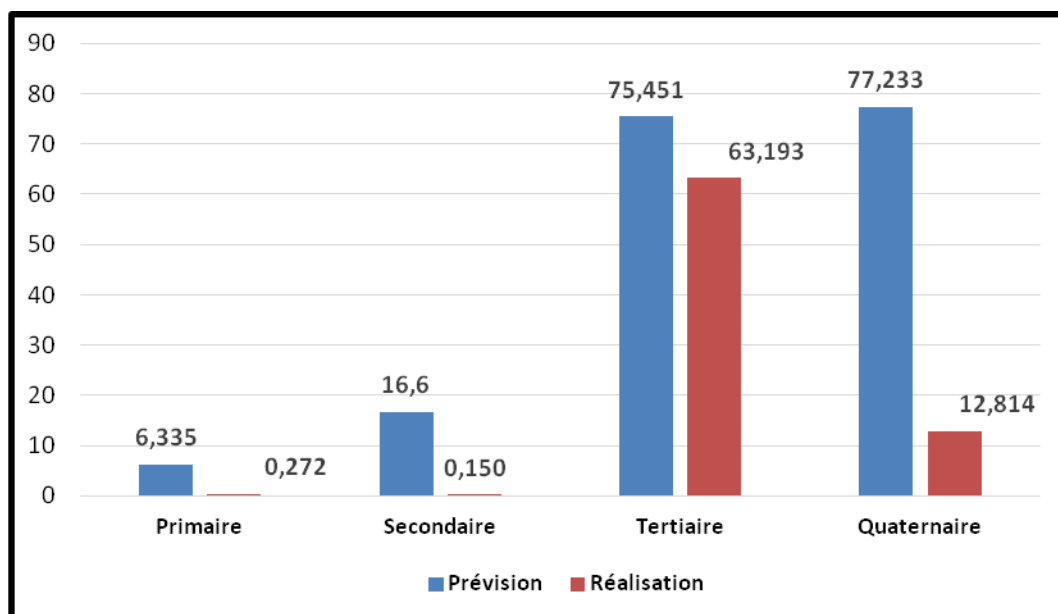
Carte 1: région de Dakar



Pour le PTIP 2018, la région de Dakar compte soixante et un (61) projets pour une enveloppe financière de 175,590 milliards de FCFA. La région bénéficie toujours du plus important montant prévisionnel par rapport aux autres régions. Ce qui peut s'expliquer par son poids démographique qui exerce une forte demande sociale et la concentration des institutions publiques sur son territoire.

Les investissements par secteur sont ainsi répartis, selon l'importance : le quaternaire (77,233 milliards de FCFA), le tertiaire (75,421 milliards de FCFA), le secondaire (16,600 milliards de FCFA) et le primaire (8,403 milliards de FCFA).

Graphique 2: répartition sectorielle des investissements pour la région de Dakar



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Les secteurs quaternaire et tertiaire ont bénéficié des plus grandes parts, concentrant 152,654 milliards de l'enveloppe prévisionnelle, soit près de 86,93% du total régional, suivis du secondaire.

Le montant prévisionnel du primaire est de 6,335 milliards de FCFA. L'essentiel des prévisions est alloué au sous-secteur « élevage » avec 4,144 milliards de FCFA, soit 65,41% du secteur, mais avec un taux de réalisation très faible de 3,13%.

L'agriculture à Dakar reste dominée par la production maraîchère en raison des fortes potentialités caractérisées par des facteurs physiques et climatiques favorables au développement de cette activité (sols hydro morphes, mousson, alizé maritime, nappe phréatique peu profonde). Les superficies consacrées à la culture maraîchère sont estimées à 66,67% des exploitations agricoles régionales. Elles sont ainsi réparties : 10% à Dakar, 20% à Pikine-Guédiawaye et 70% à Rufisque. La production maraîchère représente 25% de celle nationale.

Elle connaît quelques difficultés comme l'accès à l'eau, la forte pression sur les terres agricoles, notamment avec l'urbanisation galopante autour des pôles urbains et la construction des autoroutes, l'accès difficile aux financements, la cherté des intrants, l'insuffisance d'infrastructures de conservation et de transformation de produits horticoles. Malgré ces

difficultés notées, la somme allouée au sous-secteur « agriculture » a beaucoup diminué pour 2018 (2,020 milliards de FCFA) par rapport à 2017 (5,542 milliards de FCFA), soit une baisse de 36,44% par rapport à 2017.

Pour l'élevage deux (2) systèmes coexistent : d'une part le traditionnel extensif et, d'autres part, le semi intensif dont l'encadrement est essentiellement assuré par les vétérinaires privés ; ce qui favorise son expansion et lui fait jouer un rôle important dans l'approvisionnement de produits d'élevage de la capitale.

Le secteur secondaire bénéficie d'un montant prévisionnel de 16,600 milliards de FCFA dont l'essentiel des prévisions sont allouées au sous-secteur « énergie » avec 15 milliards de FCFA, soit 90,36% du secteur. Il faudra remarquer que la part de l'Industrie (9,67%) est assez négligeable. Pourtant, la région de Dakar est un centre industriel et constitue pour l'essentiel le lieu d'échanges commerciaux en raison des opportunités qu'offre son port aux pays de la sous-région. Elle est de loin à la tête de toutes les autres régions du pays sur le plan démographique, économique et en termes d'équipements.

Tableau 2: Principaux projets de la région de Dakar

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
33 005	Dakar	Transformation structurelle de l'économie et croissance	VDN 2 ^{ème} et 3 ^{ème} section CICES Golf-Guédiawaye Tivaoune Peulh y compris la bretelle d'accès au village de Tivaouane Peulh	6 000 000 000	-----
33 191			Construction de voiries autour de l'institut cheikh Ahmadou Bamba à Colobane-Dakar	2 000 000 000	-----
41 024		Capital humain, protection sociale et développement durable	Projet de dépollution de la baie de Hann	2 000 000 000	financement de 864 millions FCFA de la BAD acquis pour les études
44 009			Réhabilitation équipement maternité le Dantec	1 150 000 000	Travaux réalisés à 82%, exécution financière à 99%, sur un financement de 1 milliard 589 millions
41 616			Assainissement des eaux usées Commune Cambéréne	800 000 000	160 millions acquis de la BOAD, offres des entreprises en cours d'évaluation

Source : PTIP 2017-2019

Il ressort de l'analyse de la situation de la région de Dakar, une nécessité :

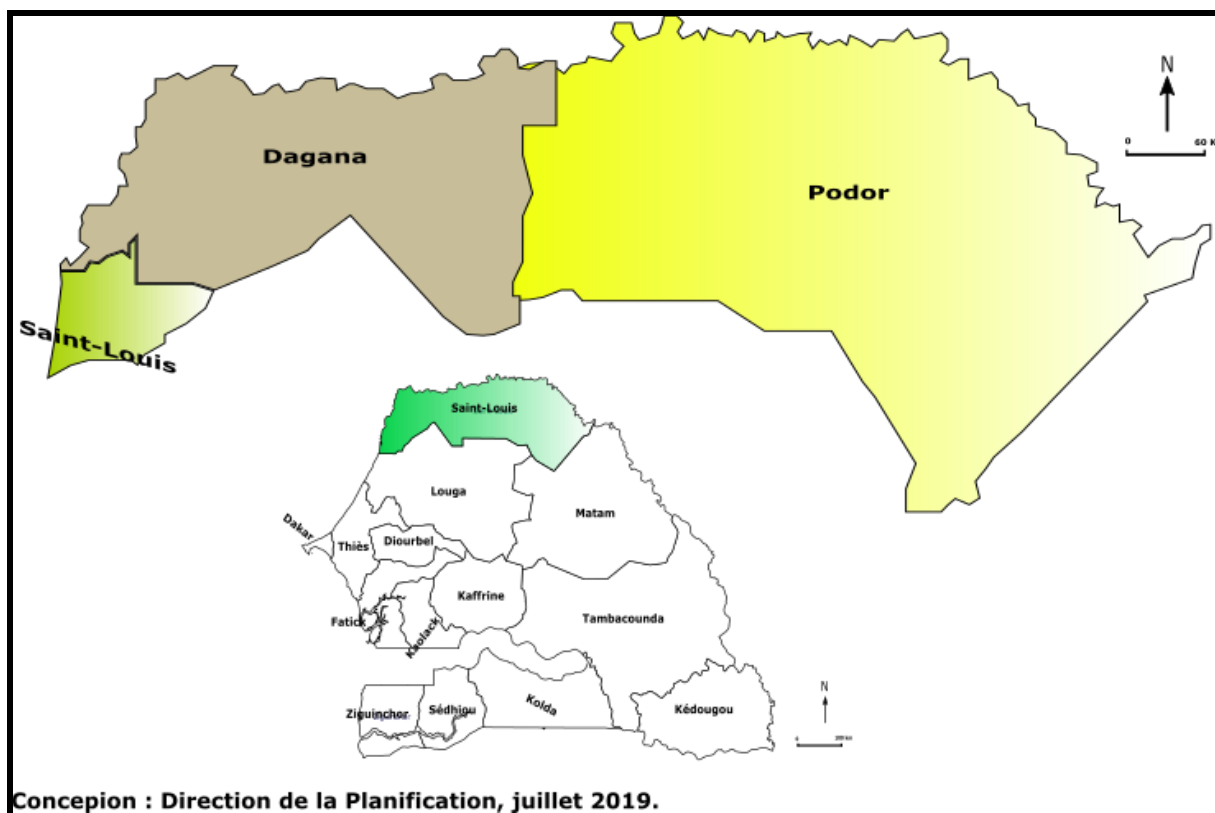
- d'accélérer les procédures de réalisation des programmes d'investissements retenus ;
- de suivre régulièrement les chantiers afin de mieux cerner les effets des investissements mis en œuvre pour un développement plus durable.

2.2. Région de Saint-Louis

La région de Saint-Louis abrite une population estimée à 1 036 009 habitants en 2018 et représente 7% de la population totale du Sénégal. Elle s'étend sur 19 241 km², pour une densité de 52 hbts/km². La population y est très inégalement répartie.

Le département de Podor concentre l'essentiel des habitants avec 41%, pour une densité de 31 hbts/km². Ensuite viennent successivement le département de Saint-Louis (32%) et de Dagana (27%), avec respectivement 365 hbts/km² et 50 hbts/km² ; elles ont chacun 322 935 hts et 272 476 hts. La région est caractérisée par la jeunesse de sa population. Les moins de 15 ans représentent 43,3% contre 51% d'adultes (15-59 ans). Il est à noter que les personnes âgées (60 ans et plus) constituent 5,7 %. Ces taux induisent des besoins énormes de prise en charge sanitaire, alimentaire, éducative et en termes d'emploi, pour les jeunes et personnes âgées.

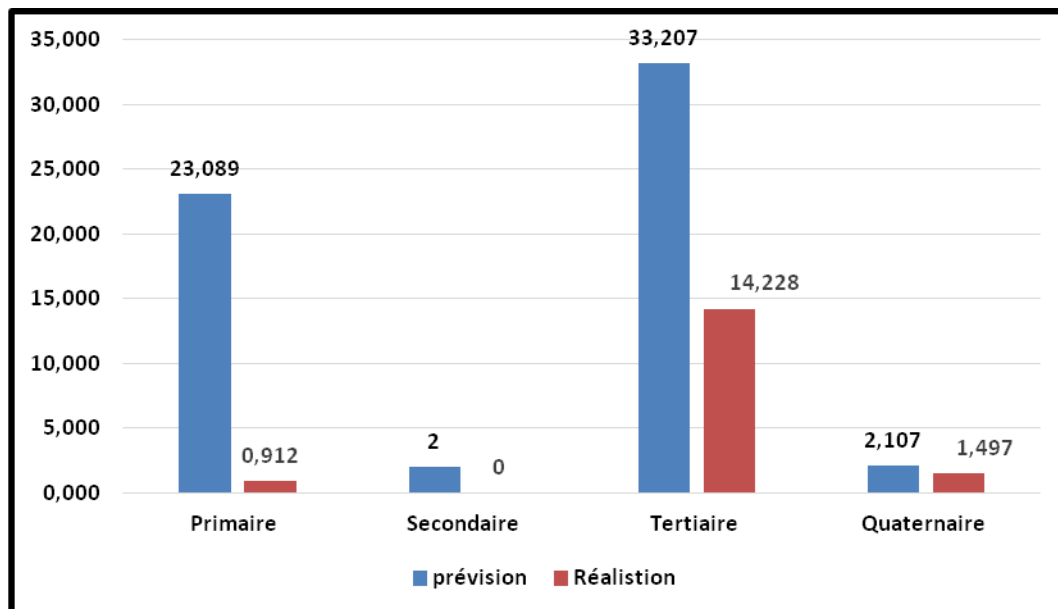
Carte 2: région de Saint-Louis



La région de Saint-Louis totalise vingt (20) projets pour un montant prévisionnel de 60,403 milliards de FCFA. Le tertiaire et le primaire ont bénéficié des parts les plus importantes,

avec respectivement de 33,207 milliards et de 23,089 milliards, soit 93,20% du total régional, suivi de loin par le quaternaire 2,107 milliards de FCFA et du secondaire (2 milliards de FCFA). Pourtant, la région regorge d'importants atouts pour développer un tissu industriel qui peut s'appuyer sur la valorisation des potentialités locales, surtout au plan agro-alimentaire.

Graphique 3: répartition sectorielle des investissements pour la région de Saint-Louis



Source: SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Le montant prévisionnel le plus élevé (33,207 milliards de FCFA), alloué au secteur tertiaire, est réalisé à hauteur de 42,85%. L'importance du tourisme et du transport dans la région peut justifier la prédominance du tertiaire, le sous-secteur « transports routiers » porte le secteur avec un montant de 29,777 milliards de FCFA, soit 89,67% du total.

Quant au sous-secteur du tourisme, l'investissement prévu s'élève à 3,430 milliards de FCFA avec un taux de réalisation assez bas de 3,74% ; ce qui est un paradoxe par rapport aux diverses potentialités du sous-secteur dans la région (une frange maritime, un fleuve navigable, deux parcs nationaux mondialement connus et une réserve de faune, un patrimoine historique et architectural traditionnel et colonial, un aéroport international, etc.).

Pour le primaire, le montant prévisionnel (23,089 milliards de FCFA) alloué au secteur peut s'expliquer par les facteurs favorables au développement agricole et la satisfaction de la demande nationale en riz blanc de bonne qualité estimée à 1 080 000 tonnes, correspondant à 1 600 000 tonnes de paddy. A cela s'ajoute la valorisation optimale des superficies potentiellement exploitables au niveau des cinq (5) bassins rizicoles du Sénégal. Par ailleurs, les potentialités qu'offre la région de Saint-Louis pour l'horticulture dans les terres irriguées le long du fleuve Sénégal sont des opportunités à saisir pour accompagner son développement. C'est pourquoi ce secteur mérite plus d'investissements. Face à certaines

difficultés (industrialisation des produits agricoles très timide notamment), les unités de transformation souffrent encore de moyens de production modestes comme l'énergie, le financement, etc. Il s'y ajoute la non maîtrise de l'eau tant pluviale que celle des forages agricoles, ainsi que l'accès aux intrants de qualité.

Concernant le quaternaire, le sous-secteur « santé et nutrition » tire le secteur avec 1,210 milliard de FCFA, mais mis en œuvre à hauteur de 49,59%. Avec 897 millions de FCFA, les projets du sous-secteur « équipement administratifs » ont été entièrement mis en œuvre (100%).

Le secteur secondaire, bien que considéré comme un important levier pour impulser le développement économique de la région, avec un montant d'investissements de 2 milliards de FCFA, n'a pas connu de mise en œuvre. Depuis deux (2) ans, aucune réalisation, dans ce secteur, n'a été relevée (selon le fichier gestion du SIGFIP). En effet, comme en 2017, l'année 2018 a été programmée pour le même montant.

Tableau 3: Principaux projets de la région de Saint-Louis

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets (en FCFA)	Observations
11049	Saint Louis	Transformation structurale de l'économie et croissance Capital humain, Protection sociale et développement durable	Programme d'aménagement et de développement économique des Niayes	2 020 000 000	Création d'un environnement favorable au renforcement du tourisme culturel, patrimonial et de découverte
11050			Projet de Développement inclusif et Durable De l'agro-business au Sénégal (PDIDAS)	4 040 000 000	PDIDAS a pour objectif de développer une agriculture commerciale inclusive et une gestion durable des terres dans les zones du Ngalam et du Lac de Guier.
11053			Fonds d'entretien et de Maintenance des Infrastructures Hydro-agricoles	500 000 000	Fonds constitués pour une durée de trois ans afin de financer l'entretien des aménagements structurants, des périmètres et équipements hydrauliques et des infrastructures d'intérêt général
11090			Programme National	4 000 000 000	Les 800ha de la phase I sont terminés.

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des Projets (en FCFA)	Observations
			d'autosuffisance en riz phase II (PNAR II)		par ailleurs les travaux se poursuivent à Dagana
44173			Programme de santé de base dans les régions nord du Sénégal	10 000 000 FCFA	-----

Source : PTIP 2018-2020

Les investissements importants dont la région a bénéficié doivent contribuer aujourd'hui à

- dynamiser l'économie régionale ;
- accélérer le désenclavement des localités ;
- contribuer à l'amélioration des conditions de vie ;
- développer des stratégies appropriées pour la réduction des risques liés aux changements climatiques ;
- impliquer pour le mieux les communautés et autres acteurs territoriaux dans les stratégies de préservation de l'environnement de tous les secteurs socioéconomiques et de la sécurité.

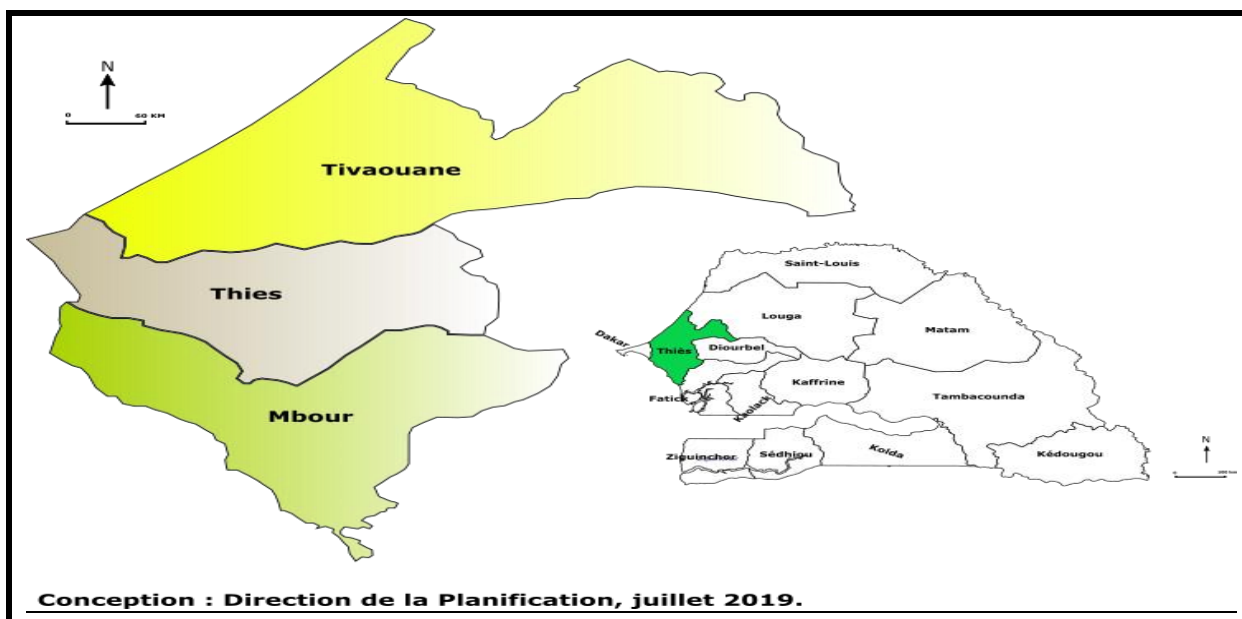
Au regard de ces potentialités, des efforts doivent être faits dans l'exécution des projets pour faire bénéficier pleinement la région de ses atouts touristiques.

Les actions devront être poursuivies à travers l'accélération des projets en retard et la mise en œuvre de ceux en instance de démarrage.

2.3. Région de Thiès

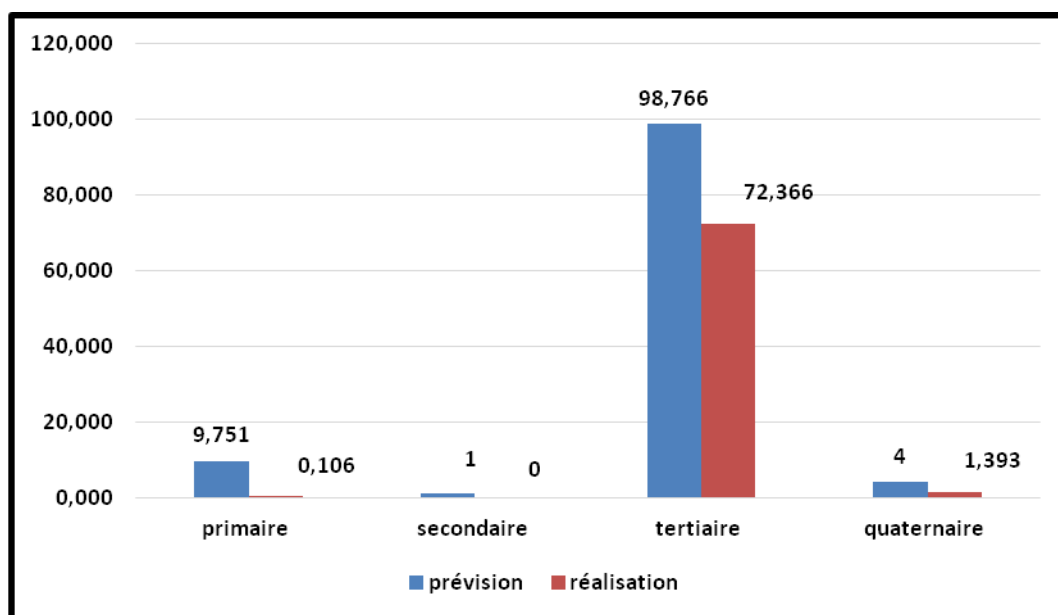
La région de Thiès couvre une superficie de 6 601 km², soit 3,4 % du territoire national. Elle est découpée en trois (3) départements : Mbour, Thiès et Tivaouane. La population de la région est estimée à 2 049 764 habitants en 2018, soit environ 13,85% du total national, avec une population jeune qui est composée majoritairement d'hommes (50,11%).

Carte 3: région de Thiès



La région de Thiès compte quinze (15) projets avec un montant prévisionnel de 113,518 milliards de FCFA répartis comme suit : le secteur tertiaire (98,766 milliards de FCFA), le primaire (9,751 milliards de FCFA), le quaternaire (4 milliards de FCFA) et le secondaire (1 milliard de FCFA).

Graphique 4: répartition sectorielle des investissements pour la région de Thiès



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Dans cette région, le secteur tertiaire concentre le montant le plus important des investissements. Il est suivi par le secteur primaire. Le montant de 98,766 milliards de FCFA alloué au tertiaire est réalisé à hauteur de 73,27%. L'importance du tourisme - bien que le montant accordé à ce sous-secteur soit assez bas 1,5 milliard de FCFA - et du transport dans

la région peut justifier la prédominance du tertiaire. Les sous-secteurs « transports ferroviaires » et « transports routiers » portent le secteur avec des montants respectifs de 46,266 milliards de FCFA, réalisé à 100%, et 46 milliards de FCFA.

Toutefois, grâce à ses potentialités maraichères, le primaire joue un rôle de premier plan dans la région. L'agriculture occupe une place stratégique dans le développement économique et social de Thiès et une bonne partie de la population. Elle attire près de 12,8% des ménages agricoles du Sénégal et constitue ainsi la région qui mobilise le plus de ménages agricoles devant celles de Louga (9,5%) et de Saint-louis (9,4%). Une grande diversité des sols, avec notamment les Niayes, ainsi que la disponibilité de plusieurs structures de formation et d'encadrement spécialisées dans le domaine agricole (ENSA, ISFAR, ISEP, etc.), favorisent cette concentration notée. Il s'y ajoute une importante réserve de terres cultivables non encore exploitées. Ainsi, la région regorge de plusieurs atouts qui doivent militer en faveur de l'augmentation des investissements dans ce secteur.

C'est une région à vocation maraîchère et fruitière dans la zone côtière des Niayes², arachidière, arboricole et de production de manioc dans la zone centre, avec une nette orientation vers l'horticulture; la zone Sud, quant à elle, est à vocation maraîchère et vivrière.

Face à certaines difficultés (une industrialisation timide des produits agricoles, des unités de transformation souffrant encore de moyens de production modestes comme l'énergie, l'accès financement, etc., la non maîtrise de l'eau tant pluviale que celle provenant des forages agricoles, l'accès aux intrants de qualité), il s'avère urgent de renforcer la politique agricole visant à valoriser les productions et à les rendre compétitives.

Concernant le quaternaire, seuls deux (2) sous-secteurs ont reçu des investissements. Il s'agit du sous-secteur « urbanisme-habitat-cadre de vie et décentralisation » qui porte le secteur avec 3 milliards de FCFA, mais avec un taux d'exécution très faible (13,12%), celui de l'« éducation-formation » avec un montant prévisionnel d'un (1) milliards de FCFA réalisé à 100%.

Le secteur secondaire, bien que considéré comme un important levier pour impulser le développement économique de la région, n'a pas connu de réalisation malgré le montant d'investissement de 1 milliard de FCFA. C'est la troisième année consécutive durant laquelle il n'a pas été relevé, dans le fichier du Système de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), une mise en œuvre.

² Note d'analyse sur les opportunités d'affaires dans la région de Thiès, octobre 2015

Tableau 4: Principaux projets de la région de Thiès

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
12 038	Thiès	Capital humain, Protection sociale et développement durable	Programme spécial de Tivaoune construction des abattoirs à Tivaoune	100 000 000	-----
45 227			Projet de construction du Lycée professionnel de Sandiara	1000 000 000	-----

Source : PTIP 2018-2020

Pour son développement, la région devra davantage bénéficier d'investissements structurants pour améliorer l'accès aux services sociaux de base, mais aussi soutenir les activités génératrices de revenus surtout dans les zones rurales.

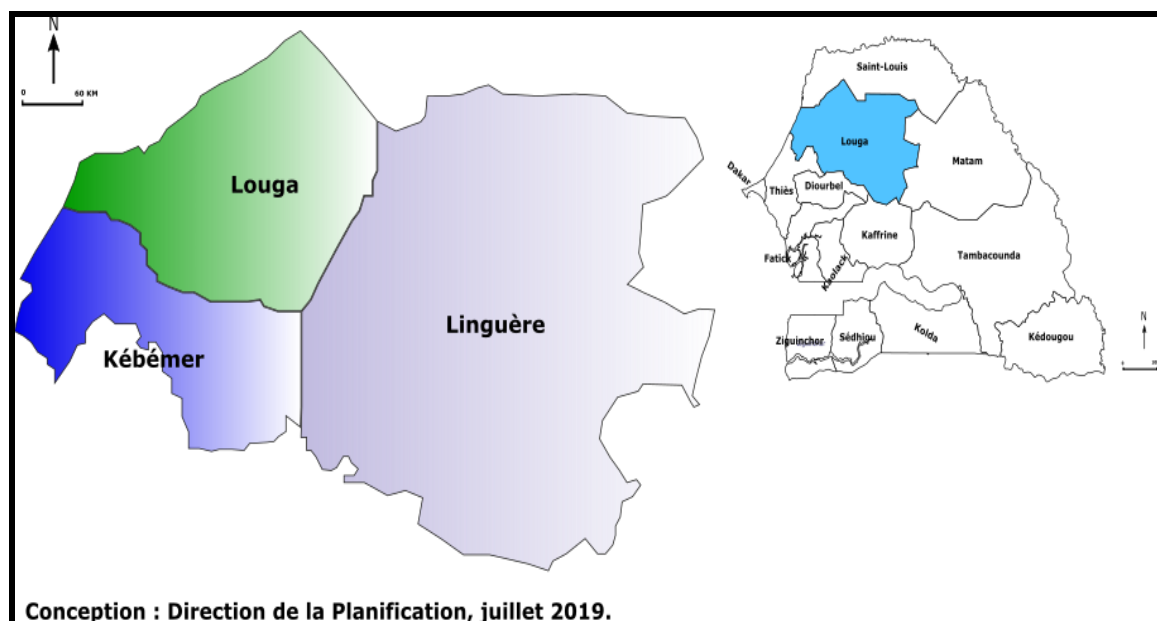
De même, au regard de ses potentialités, il est aussi nécessaire de renforcer les investissements pour stimuler les activités agropastorales, la pêche, le tourisme, l'exploitation minière, l'artisanat ainsi que le développement de chaînes de valeurs et d'unités de transformation et de production de services.

Grâce à sa proximité avec des infrastructures aéroportuaires (AIBD) et autoroutière modernes (Ila Touba et bientôt l'autoroute la Côtière qui va relier Dakar à Saint-Louis en passant par Thiès), la région peut jouer un rôle majeur dans l'éclosion de nouvelles plateformes industrielles et de services innovants.

2.4. Région de Louga

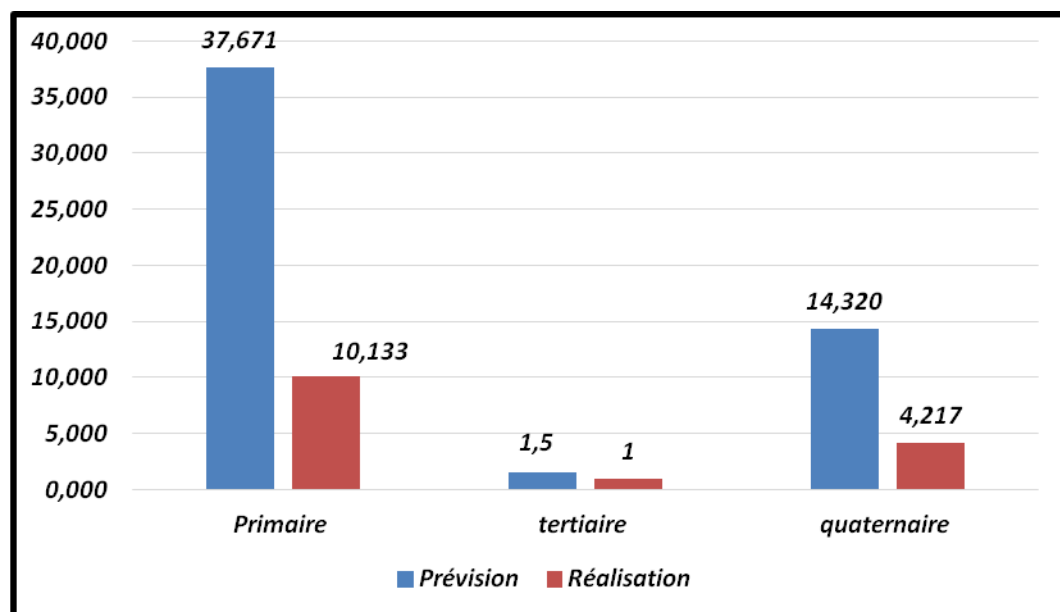
Située dans la partie centre-nord du Sénégal, la région de Louga s'étend sur une superficie de 24 847 km². Selon les projections de l'ANSD pour 2018, la population de la région de Louga est estimée à 1 004 401 habitants, soit environ 6,78% du total national, avec une densité de 40,42 habitants au km².

Carte 4: région de Louga



La région de Louga a bénéficié de dix-sept (17) projets pour un volume d'investissements de 53,491 milliards de FCFA. Il est réparti comme suit : primaire (37,671 milliards de FCFA), quaternaire (14,320 milliards de FCFA) et le tertiaire (1,5 milliard de FCFA).

Graphique 5: répartition sectorielle des investissements pour la région de Louga



Source : SIGFIP 2018 DGB et calculs DP 2019.

Le sous-secteur « agriculture » est le plus doté avec un montant de 34,503 milliards de FCFA, soit 91,59% du secteur, suivi du sous-secteur « élevage » avec 1,6 milliard de FCFA. L'importance du montant alloué à ces deux (2) sous-secteurs peut s'expliquer par le fait que la région est une zone à vocation agrosylvopastorale. L'économie régionale est tirée par le secteur primaire avec une prédominance des sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage et,

accessoirement, celui de la pêche. Ces trois (3) dernières années, la production céréalière et arachidière a connu une augmentation considérable grâce, entre autre, aux importants efforts réalisés par l'État, à travers les projets et programmes qui y ont été réalisés. Mais la dégradation des terres, le faible niveau d'équipement agricole et les aléas climatiques hypothèquent les rendements des cultures pluviales. Cependant, le maraîchage prend de l'ampleur, surtout dans les zones inter dunaires du littoral.

L'élevage occupe avec l'agriculture plus de 80% de la population. Il est de type extensif et transhumant, eu égard à l'existence des zones de parcours, mais surtout à l'insuffisance de la pluviométrie qui ne permet pas le développement du tapis herbacé. À cela, il faut noter les feux de brousse qui ravagent le peu d'herbe qui subsiste à la fin de l'hivernage.

Toutefois, les réalisations de la Grande Muraille Verte ont commencé à renverser les tendances. En effet, des centaines d'hectares de réserves de fourrages sont constituées dans certains sites mis en place et protégés avec l'appui des Eaux et Forêts et des populations locales.

Comme en 2017, aucun projet n'a été décelé au niveau du secteur secondaire. Ce secteur est caractérisé par l'absence d'unités industrielles qui font face à des difficultés structurelles, même si, par ailleurs, l'artisanat d'art et de confection jouit d'une réputation relativement bonne.

Pour le secteur tertiaire, seul le sous-secteur «transport routiers» a bénéficié d'investissements pour un montant de 1,5 milliard de FCFA, avec un taux de réalisation de 66,67%.

Dans le quaternaire, le sous-secteur «hydraulique urbaine et assainissement», domine le secteur avec un montant de 14,320 milliards de FCFA et un taux de réalisation de 29,45%. Le sous-secteur «santé et nutrition» a bénéficié d'un montant moins important (3,620 milliards de FCFA), avec un taux de réalisation relativement faible (20,72%).

Tableau 5: Principaux projets de la région de Louga

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
15053	Louga	Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet d'adduction d'eau Potable et d'assainissement du Lac de Guiers	300 000 000	-----
41091			Projet De Construction D'une Troisième Usine De Traitement D'eau A Keur Momar Sarr Et Ses	8 500 000 000	-----

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
			Renforcements En Aval (Kms3)		
44176			Projet D'amélioration de La Santé maternelle de la région de Louga/AFD	2 620 000 000	-----
44222			Appui aux APS/CPOM (Louga, Oourossogui, CNAO)	1 000 000 000	-----

Sources : PTIP 2018-2020

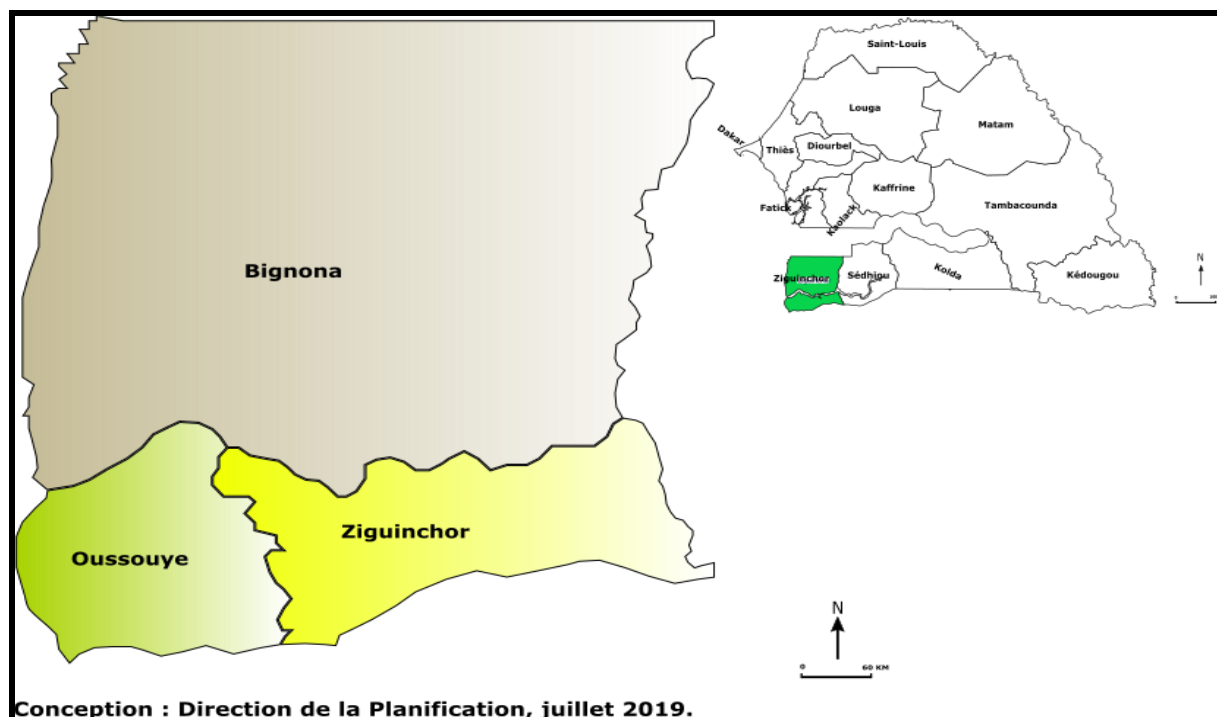
Pour la région de Louga, les actions devront porter sur :

- l'exécution diligente des programmes de renforcement des productions agricoles, de développement des filières de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- la modernisation des infrastructures de pêche et de transformation des produits par la construction de quais de pêche et d'aires de transformations aux normes standards;
- le développement des infrastructures d'assainissement, de la voirie, surtout dans les villes chef-lieu de commune ;
- la densification de la carte sanitaire et le relèvement des plateaux techniques des structures de santé.

2.5. Région de Ziguinchor

La région de Ziguinchor s'étend sur une superficie de 7 339 km². Ce qui en fait l'une des régions les moins étendues du pays. Sa population est estimée à 641 254 habitants en 2018, avec une densité de 87,37 hbts/km².

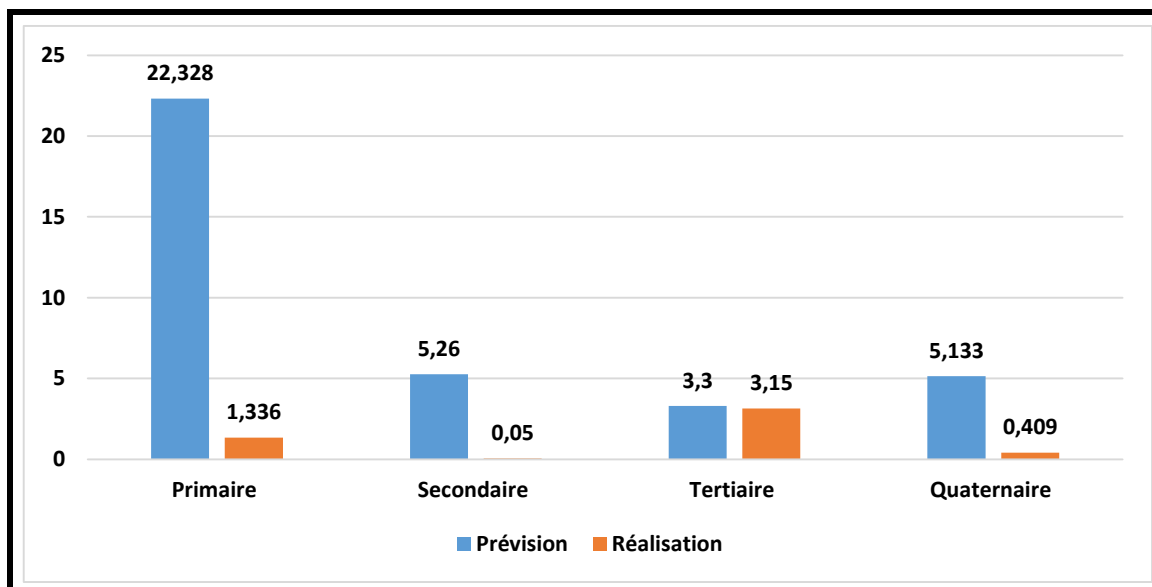
Carte 5: région de Ziguinchor



Conception : Direction de la Planification, juillet 2019.

La région totalise un nombre de quatorze (14) projets pour une prévision de 36,021 milliards de FCFA, répartis comme suit : primaire (22,328 milliards de FCFA), secondaire (5,260 milliards de FCFA), quaternaire (5,133 milliards de FCFA) et tertiaire (3,3 milliards de FCFA).

Graphique 6: répartition sectorielle des investissements pour la région de Ziguinchor.



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019

Le secteur primaire concentre l'essentiel des investissements (22,327milliards de FCFA), mais le taux d'exécution est très bas avec 5,98%. Pourtant, la région regorge d'énormes potentialités agricoles dont la mise en valeur devrait contribuer à l'atteinte des objectifs d'autosuffisance alimentaire. Le secteur est tiré par le sous-secteur « agriculture », avec 16,421 milliards de FCFA, lequel connaît toutefois un niveau de réalisation de 3,15%. De tous les sous-secteurs, seul celui de l'élevage a eu un taux d'exécution assez élevé de 33,62%.

Le secondaire vient en deuxième position. Cependant, il importe de noter que seule la région de Ziguinchor connaît cette exception, car ce secteur est presque absent dans les régions autres que Dakar. Toutefois, avec une prévision de 5,260 milliards de FCFA, le taux réalisation n'a été que de 0,95%. Ce qui reste très faible par rapport aux potentialités de la région comme la transformation des fruits et légumes, des produits halieutiques et des huileries.

Pour ce qui est du tertiaire, seuls deux (2) sous-secteurs sont présents : le tourisme, avec 300 millions de FCFA et le transport routier pour 3 milliards de FCFA. Ce dernier a un taux de réalisation de 100%. Le tourisme, malgré un montant d'investissements pas assez conséquent (300 millions de FCFA), au regard des potentialités de la région, connaît un taux de réalisation de 50%. Pour une meilleure exploitation des potentialités, au vu des différents

atouts de la région comme, entre autres, certaines localités touristiques (Ziguinchor, Cabrousse, Djembéring, Carabane, le parc de la basse Casamance) qui sont très prisées par les touristes, grâce notamment à la vivacité de pratiques culturelles ancestrales, le tourisme devrait bénéficier davantage d'investissements. En plus, d'importantes mesures ont été prises par l'État en décrétant la Casamance « zone touristique prioritaire d'intérêt national », dédouanant les opérateurs de certaines taxes fiscales.

Pour le quaternaire, le sous-secteur « habitat et urbanisme » a bénéficié du montant prévisionnel le plus important (2,5 milliards de FCFA), soit près de 48,70%, mais avec un taux de réalisation assez bas 4,37%. Pour le sous-secteur « éducation formation », avec ses 2,333 milliards de FCFA, il n'a pas été paradoxalement relevé de réalisation. Par contre, le sous-secteur « développement social », malgré ses 300 millions de FCFA en prévisions, a connu une entière réalisation (100%).

Tableau 6: Principaux projets de la région de Ziguinchor

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets (en FCFA)	Observations
33 521	Ziguinchor	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Boucle du Blouff :Thionk Essyl-Balingor (20km)	3 000 000 000	-----
4 118			Projet de Développement Pôle Casamance	2 500 000 000	Acquisition d'Equipements de bloc opératoire, pour le service des urgences et la Réanimation Acquisition d'un poste transformateur de 400 kva
46012		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet d'assistance à la lutte anti-mines en Casamance	300 000 000	L'appui l'insertion socio-économique des victimes, l'évaluation du PANAV et l'assurance du suivi des activités d'assistance aux victimes sont prévus au mois d'octobre mais les procédures sont entamées

Source : PTIP 2018-2020

Au regard des potentialités de la région, notamment, dans le domaine de la transformation agro-alimentaire, le secteur secondaire a de réelles chances de se développer avec juste quelques efforts d'investissements. En effet, de nombreuses filières (mangues, madd, bouye, bissap, etc.) peuvent permettre la création d'une industrie légère capable de générer de nombreux emplois.

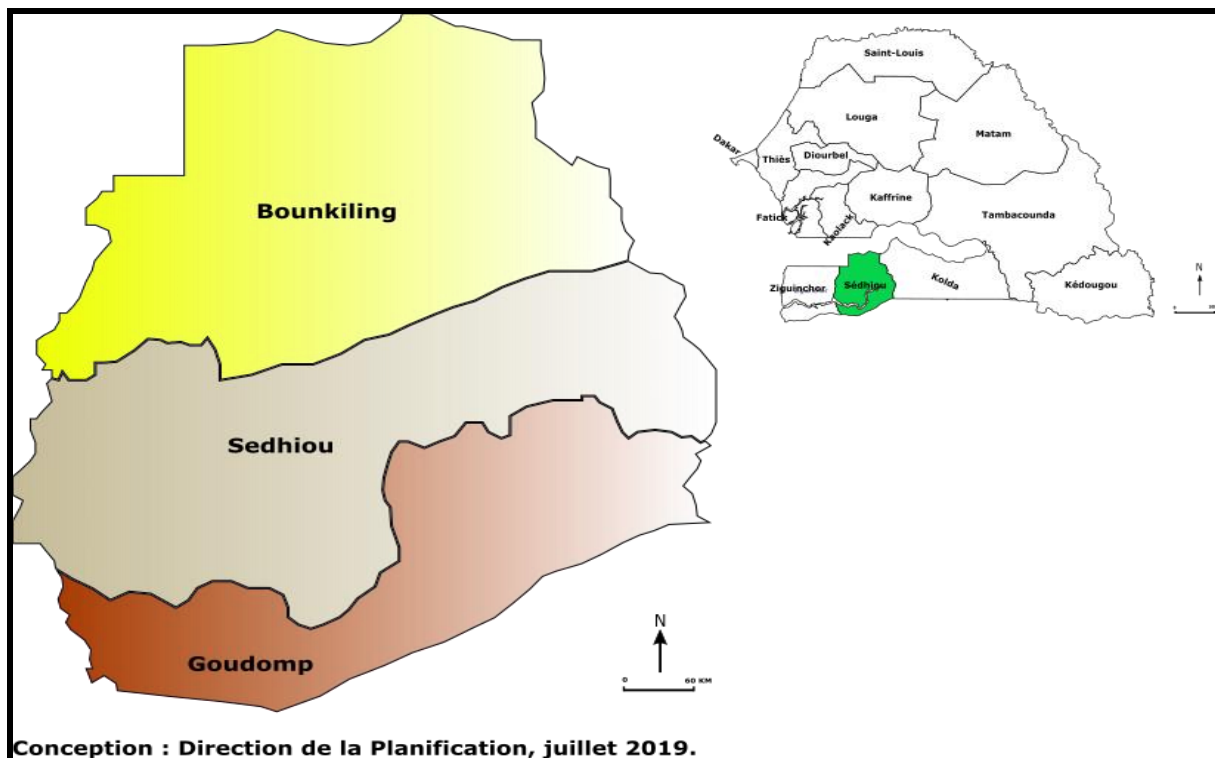
De même, le tourisme pourrait être l'un des leviers pour le développement de la région. En effet, la proximité du Sénégal de l'Europe et de l'Amérique, ainsi que la panoplie de richesses naturelles et culturelles qu'offre la Casamance sont autant de facteurs favorables au développement du tourisme.

Pour cela, les investissements devront être poursuivis, notamment en renforçant ceux au niveau des zones frontalières et dans celles qui sont plus affectées par le conflit afin d'encourager la dynamique de retour des populations déplacées (mise en œuvre du PUMA).

2.6. région de Sédhiou

La région de Sédhiou s'étend sur une superficie de 7 330 km², soit 3,7% du territoire national. En 2018, selon les projections de l'ANSD, elle compte 641 254 habitants, soit 4,33% de la population nationale, avec une densité de 87,48 hbts /km².

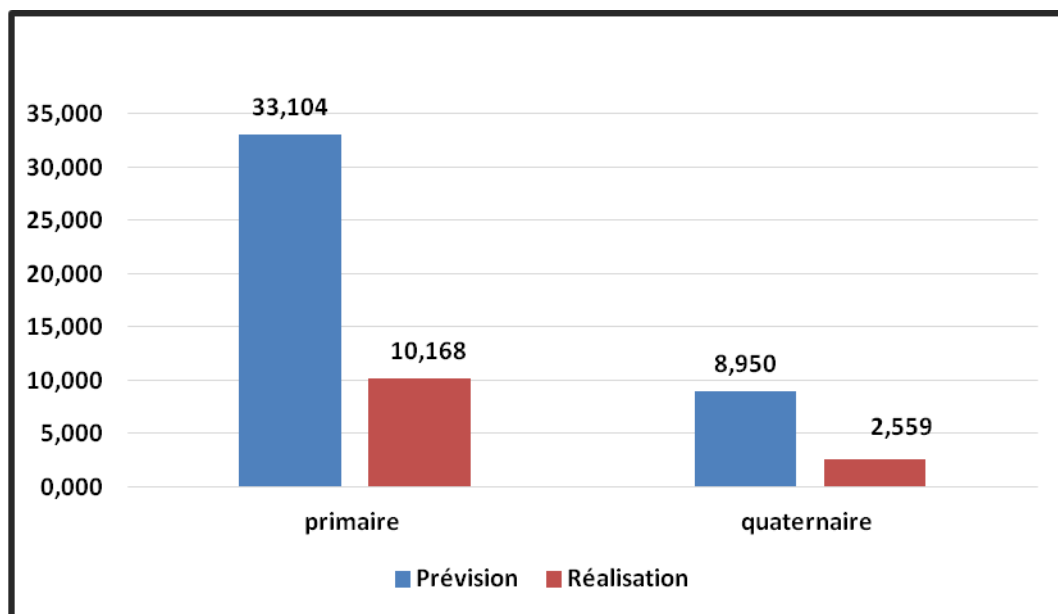
Carte 6: région de Sédhiou



La région de Sédhiou compte quatorze (14) projets, pour un montant prévisionnel de 42,054 milliards de FCFA. Seuls deux (2) secteurs ont bénéficié des investissements. La plus

importante part est attribuée au secteur primaire (33,104 milliards de FCFA) et le reste au secteur quaternaire (8,950 milliards de FCFA). Depuis 2016, les secteurs secondaire et tertiaire n'ont pas enregistré d'investissements.

Graphique 7: répartition sectorielle des investissements pour la région de Sédhiou



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019

L'agriculture regroupe les 88,20% du secteur primaire et est réalisé à hauteur de 32,88%. Ceci peut s'expliquer par le fait que ce sous-secteur emploie plus de la moitié de la population active. Aussi, la région de Sédhiou dispose-t-elle de plusieurs milliers d'hectares de terres cultivables sans contraintes majeures avec, notamment, une pluviométrie relativement bonne (en moyenne 1000 mm/an) et un climat favorable aux activités agro-sylvo-pastorales.

Dans le cadre du Programme national d'Autosuffisance en Riz, Sédhiou a confortablement dépassé ses objectifs en termes de riziculture pluviale. Elle est aussi la première région productrice d'anacarde au niveau national (contribuant pour près de la moitié de la production du pays) et s'est classée deuxième parmi les régions productrices de banane en termes de tonnage.

Le sous-secteur « élevage », a été programmé pour un montant de 477 millions de FCFA, soit 1,44% du secteur, ce qui est négligeable par rapport à l'importance de l'élevage dans la région. En effet, selon le Centre de Suivi écologique (CSE), la région dispose d'énormes potentialités, entre autres, une biomasse estimée entre 400 à 500 kg de matière sèche à l'hectare, une densité du réseau hydrographique et la douceur de son climat, toutes choses qui en font une zone agro-sylvo-pastorale d'excellence. Cette activité est de type extensif sédentaire et fait partie de principales sources d'activités du fait de son potentiel.

Le sous-secteur « eaux et forêt » a bénéficié des 3,430 milliards de FCFA, soit 10,36%.

Pour le quaternaire le sous-secteur « hydraulique urbaine et assainissement », avec un montant de 4 milliards de FCFA, porte le secteur, réalisé à hauteur de 25 %. Les sous-secteurs « culture, jeunesse et sport » et « développement social » ont un taux de réalisation de 100%, malgré leur montant d'investissements respectifs de 1,150 milliard de FCFA et 300 millions de FCFA.

Les secteurs secondaire et tertiaire n'ont pas bénéficié de prévisions d'investissements au niveau régional. Il convient de noter que plusieurs projets spécifiques à la Casamance interviennent également dans la région de Sédhiou dans les principaux secteurs de l'économie nationale.

Tableau 7: Principaux projets de la région de Sédhiou

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11096	Sédhiou	Transformation structurelle de l'économie et croissant	Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2 425 000 000	
44215		Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Amélioration De le Santé Maternelle Dans les Régions De Sédhiou et Kolda	1 000 000 000	
46012			Projet d'assistance à la Lutte Anti-Mines en Casamance	2 378 000 000	

Sources : PTIP 2017-2019

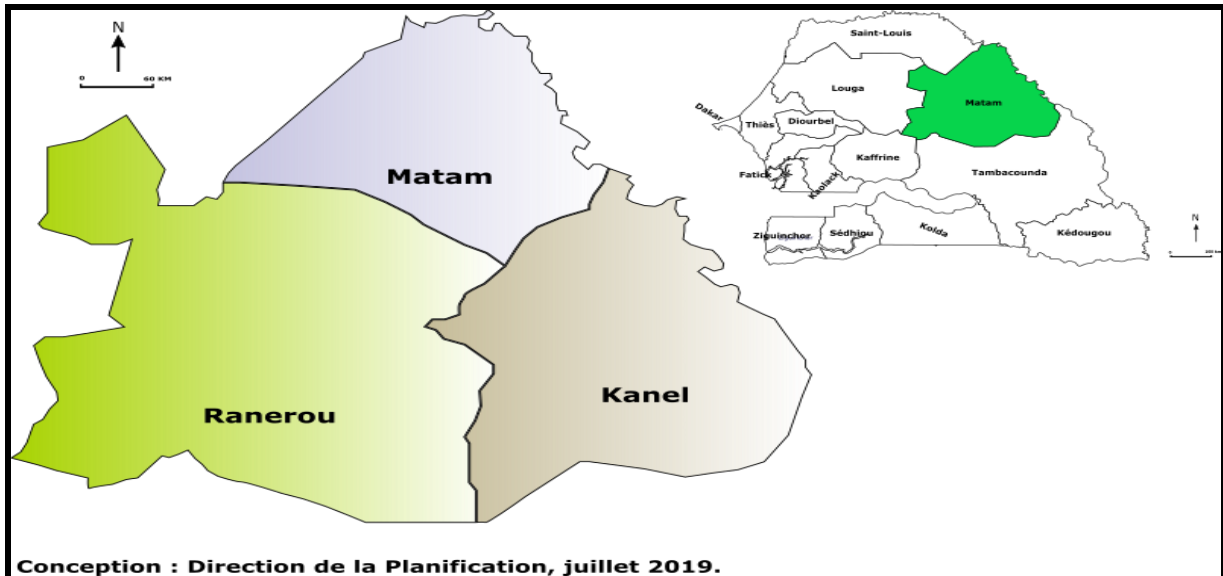
En dépit des investissements réalisés, beaucoup d'efforts restent encore à faire pour accélérer la réalisation de projets majeurs au niveau de la région. Il s'agit notamment:

- d'accélérer son désenclavement; de renforcer l'offre d'infrastructures pour l'accès aux services de santé, d'éducation;
- de rehausser le plateau d'équipements sportifs, communautaires, de sécurité, de bâtiments, d'équipements administratifs, etc.

2.7. Région de Matam

La population de la région de Matam est estimée à 680 086 habitants en 2018 avec une superficie de 29 445 km², soit une densité de la population de l'ordre de 23 habitants/km². Les femmes sont légèrement majoritaires (344 220 hbts), soit 50,61 % de la population régionale, contre 49,39% pour les hommes (ANSD, 2018). Le rapport de masculinité est de l'ordre de 97,57 %.

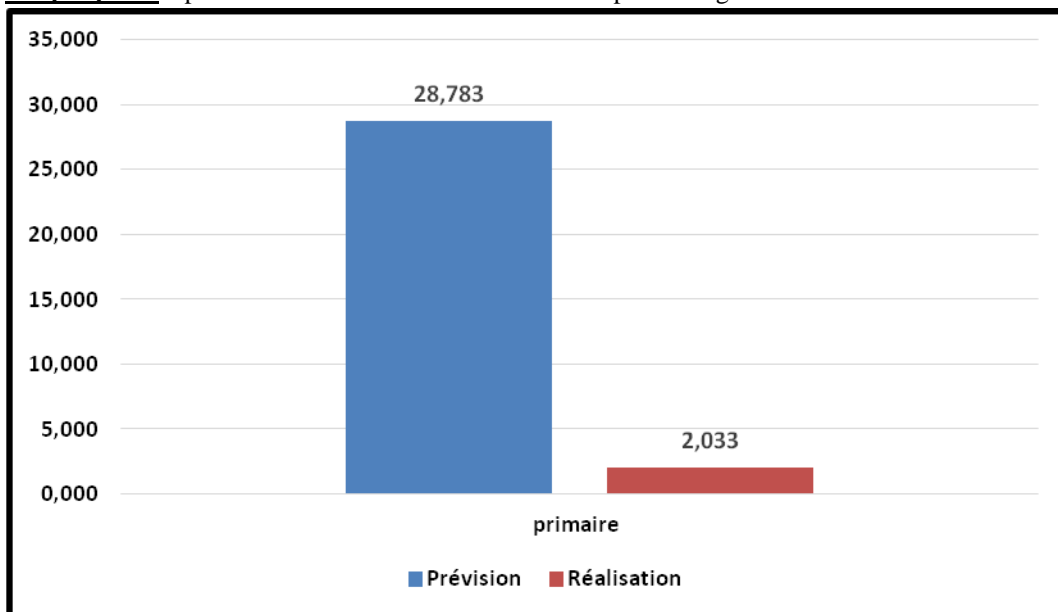
Carte 7: région de Matam



La région de Matam compte onze (11) projets pour un montant d'investissements de 28,783 milliards de FCFA. La totalité des prévisions est allouée au secteur primaire, avec un taux de réalisation assez faible de 7,07%.

La stratégie de développement de la région s'articule autour de quatre (4) orientations majeures que sont : (i) la promotion d'une économie régionale intégrée, compétitive et durable; (ii) le renforcement du développement territorial et de la gouvernance locale ; (iii) la promotion du développement humain durable et (iv) la promotion de la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.

Graphique 8: répartition sectorielle des investissements pour la région de Matam



Source: SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019

Le sous-secteur « agriculture » bénéficie des 83,08% du secteur primaire. L'élevage, quant à lui, bénéficie d'une enveloppe de 1,5 milliard de FCFA. Cependant aucune réalisation n'a été enregistrée dans le SIGIFP en 2018. L'agriculture constitue la première activité économique de la région. Cette dernière, au regard de ses atouts, notamment son potentiel hydrique et ses terres fertiles, peut contribuer à l'atteinte de l'objectif de sécurité alimentaire et nutritionnelle, surtout de l'autosuffisance en riz dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole à travers le Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS). Une seconde phase du PRACAS est à l'étude après cette échéance.

Sur le plan pastoral, la région dispose d'un potentiel important de fourrage dans le Walo et de vastes pâturages herbacés et aériens dans le Ferlo capables d'entretenir d'importants cheptels de bovins, ovins et caprins. L'élevage est toujours de type extensif et des efforts sont déployés pour densifier le réseau de forages et mettre en place les infrastructures d'accompagnement pour toute la chaîne de valeur. Il faut noter que la région dispose d'un potentiel forestier relativement considérable en raison de l'existence d'espèces recherchées, comme le gommier pour sa sève, le Dialambane (*Dalbergia melanoxylon*) pour son bois d'œuvre et le Beibei (*Pterocarpus lucens*) qui est une excellente espèce fourragère.

Malgré le potentiel animal très important de la région, le secteur de l'élevage se heurte à de nombreuses contraintes. Elles sont d'ordre climatique, alimentaire, sanitaire, génétique, commerciale et sociopolitique. A cela, viennent s'ajouter le déficit de personnel technique et l'insuffisance d'infrastructures. Il faut aussi noter le manque fréquent de pâturages, l'insuffisance et la faiblesse des capacités des forages, mais aussi la non modernisation du secteur dans la région.

Cependant, les efforts de l'État ont été notés, dans une perspective de modernisation du secteur, pour la promotion des cultures fourragères mais aussi l'intensification des productions animales par l'introduction des bovins de race Guzéra du Brésil. Il est également à signaler les interventions des projets et programmes tels que le PADAER, le PASA/LouMaKaf qui comptent beaucoup de réalisations, notamment en termes de forages pastoraux, de parcs à vaccination, de bassins de retentions, etc.

Tableau 8: Principaux projets de la région de Matam

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des Projets (en FCFA)	Observations
11052	Matam	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER)	1 450 000 000	-Mise en valeur de 200 ha de riz en 2015 et 319 ha en 2016 ; -951 ha mis aux normes SRI

Source : PTIP 2018-2020

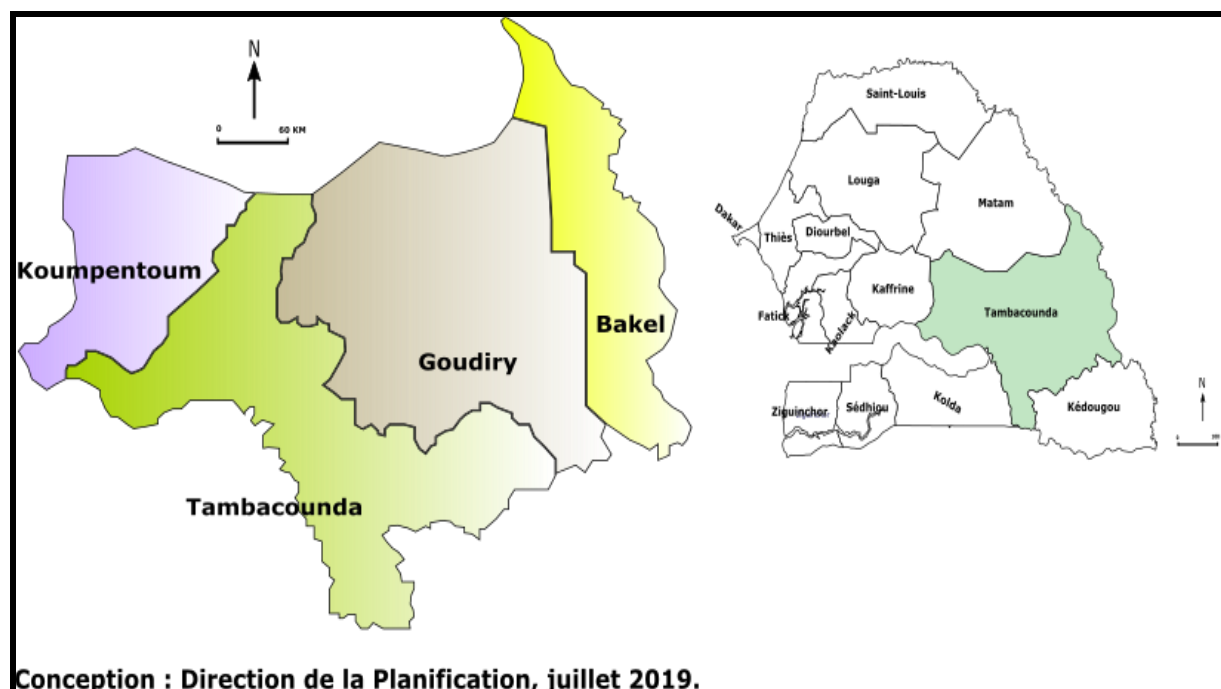
Pour le développement économique et social de la région de Matam, les acteurs estiment, entre autres, qu'il faudra :

- renforcer les aménagements hydro-agricoles pour augmenter le niveau de mise en valeur des potentialités agricoles ;
- mettre en place un système de production de semences certifiées ;
- augmenter les équipements et matériels de culture mécanisés et attelés ;
- démarrer la deuxième phase du projet d'assainissement de la commune de Matam ;
- installer un transport ferroviaire, vu la position géographique et les potentialités économiques (ressources minières et production agricole) de la région.

2.8. région de Tambacounda

La région de Tambacounda s'étend sur 42 706 km². Sa population est estimée à 812 075 en 2018 habitants, soit une densité de 19,01 hbts/km².

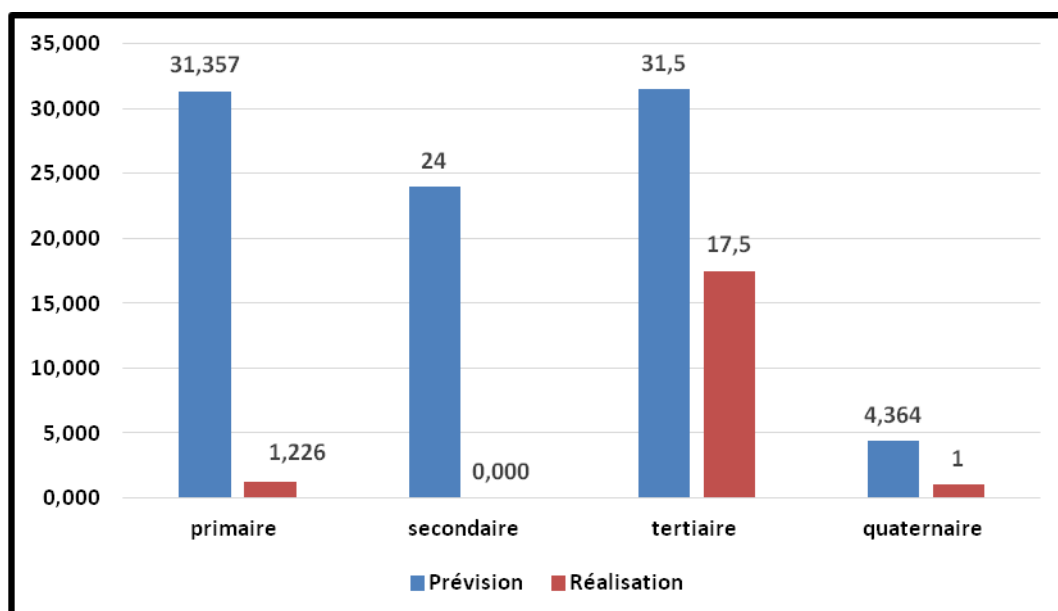
Carte 8: région de Tambacounda



La région de Tambacounda compte dix-neuf (19) projets pour un montant prévisionnel de 91,221 milliards de FCFA, répartis comme suit : tertiaire (31,5 milliards de FCFA), primaire (31,357 milliards de FCFA), secondaire (24 milliards de F CFA), quaternaire (4,364 milliards de FCFA).

Les préoccupations majeures de la région, en matière de développement, consistent à : (i) renforcer l'accessibilité des établissements humains par la création de voies de communication pour rendre la région plus attractive, (ii) promouvoir la création de richesses par la valorisation de toutes les sources génératrices de croissance ; (iii) promouvoir le développement humain durable et une bonne prise en charge de la demande sociale par l'amélioration de la qualité de vie des populations et (iv) promouvoir la gouvernance locale .

Graphique 9: répartition sectorielle des investissements pour la région de Tambacounda



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Le secteur primaire a bénéficié du plus gros montant d'investissements (31,357 milliards de FCFA) dans cette région, mais le taux de réalisation a été assez faible (3,91%). Tambacounda détient d'énormes potentialités qui offrent des opportunités de diversification des cultures (la banane avec des productions importantes le long de la vallée du fleuve Gambie et le développement du maraichage). Une diversité de cultures est notée dans la région (coton, arachide, riz, maïs, mil, sorgho et fonio). Des fruits, du niébé et du manioc sont aussi cultivés en quantité appréciable.

La somme allouée au sous-secteur « eaux et forêts » n'est pas très importante (329,98 millions de FCFA) au vu des potentialités de la région. En effet, grâce à sa position géographique, son climat, sa pluviométrie, ses forêts classées et le parc national de Niokolo-koba, Tambacounda

est une des zones de biodiversité du Sénégal les plus intéressantes. Néanmoins, le montant prévu a été intégralement dépensé.

Le tertiaire a bénéficié d'une prévision de 31,5 milliards de FCFA, pour un taux de réalisation de 50,18%, entièrement consacrée au sous-secteur « transport routier ». Aucun projet spécifique, dans le domaine touristique, n'a été enregistré pour ce sous- secteur, malgré les potentialités de la région, notamment avec le parc national de Niokolo-koba.

Pour le secondaire, le secteur n'a enregistré que des projets du sous-secteur « énergie », pour un montant de 24 milliards de FCFA, mais il n'a pas connu de réalisation.

Le quaternaire, quant à lui, a bénéficié d'un montant de 4,364 milliards de FCFA, avec une réalisation de 22,91%.

Tableau 9: Principaux projets de la région de Tambacounda

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11071	Tambacounda	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet de construction et de réhabilitation de pistes communautaires	6 588 000 000	
11096			Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2 425 000 000	
33138		Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Réhabilitation de la route Ndoum- Ourosogui-Bakel et d'aménagement d'infrastructures connexe dans l'île à morphil	10 000 000 000	
46 018			Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD)	364 000 000	

Source : PTIP 2018-2020

Il demeure important de poursuivre les efforts d'investissements afin de faciliter l'accès des populations aux services essentiels en matière de santé, d'éducation et d'énergie. Pour cela, il convient de relever le plateau des infrastructures de la région dans l'optique de désenclaver

les zones de production mais aussi en vue de lui permettre d'exploiter toutes ses potentialités.

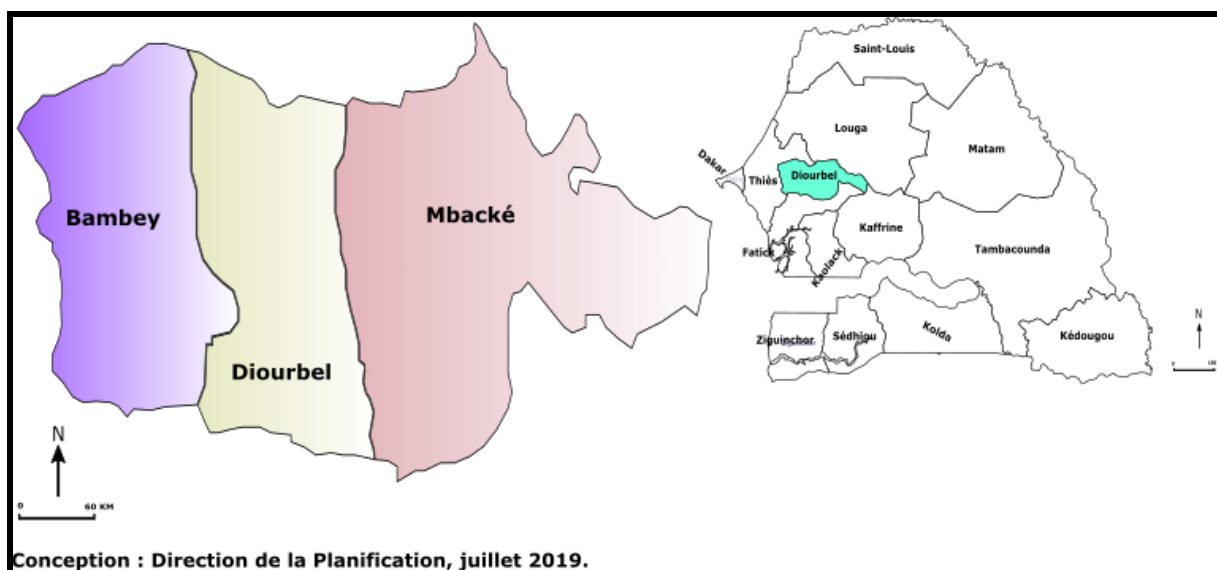
A cet égard, l'accent devra être mis sur :

- le relèvement du plateau technique des infrastructures sanitaires ;
- la valorisation des potentialités agro-sylvo-pastorales de la région en lui faisant bénéficier des programmes comme ceux des Domaines agricoles communautaires (DAC) et des fermes pilotes ;
- l'accélération du désenclavement des zones d'accès difficiles dans tous les départements ;
- le renforcement des infrastructures sécuritaires (ce qui est pris en charge dans le PUMA) ;
- l'exploitation du potentiel touristique ;
- le renforcement des investissements structurants pour exploiter sa position d'ouverture sur les pays de l'UEMOA et de la CEDEAO.

2.9. Région de Diourbel

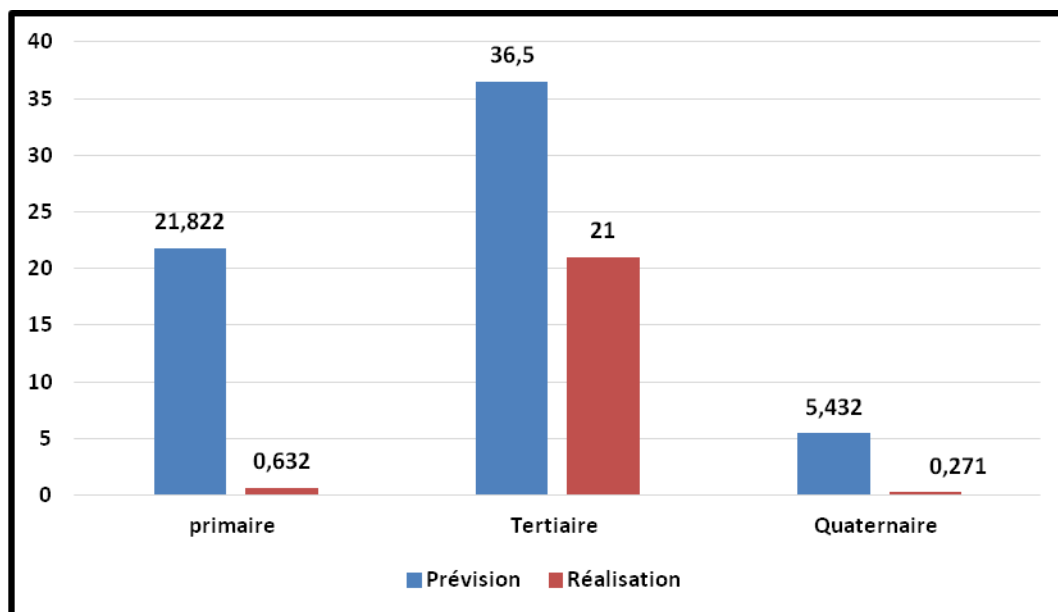
La région de Diourbel s'étend sur une superficie de 4 824 km², avec une population estimée, en 2018, à 1 746 496 habitants. La densité y est de 362 hbts/km².

Carte 9: région de Diourbel



La région de Diourbel totalise un nombre de douze (12) projets pour un montant d'investissements de 63,754 milliards de FCFA, répartis selon le tertiaire avec 36,5 milliards de FCFA, le primaire avec 21,822 milliards de FCFA et le quaternaire pour un montant 5,432 milliards de FCFA.

Graphique 10: répartition sectorielle des investissements pour la région de Diourbel



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Le secteur tertiaire a bénéficié d'un montant prévisionnel de 36,5 milliards de FCFA, pour une réalisation à hauteur de 57,53%. Ce choix peut s'expliquer par le fait que le réseau routier est fortement sollicité pour le transport des produits agricoles, mais aussi en période de célébration du Grand Magal de Touba et des nombreux autres évènements qui drainent un important flux de personnes.

L'agriculture et l'élevage sont parmi les principaux leviers sur lesquels repose l'économie locale. Cependant, pour cette programmation, l'agriculture a reçu un montant de 18,390 milliards de FCFA, mais le taux de réalisation a été très faible (3,04%). Il est à noter aussi qu'aucun projet d'élevage n'a été relevé dans ces investissements. Cela pourrait aller à l'encontre des objectifs l'autosuffisance alimentaire et de la recommandation de Maputo relative à l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Le sous-secteur « éducation-formation » a obtenu le total du secteur quaternaire, pour un taux de réalisation de 5,01%.

Pour l'exercice 2018, le secteur secondaire n'a pas enregistré de projets sur la programmation du SIGFIP. Par ailleurs, malgré l'importance et le dynamisme de l'artisanat dans l'économie régionale, le sous-secteur est laissé en rade.

Tableau 10: Principaux projets de la région de Diourbel

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux Projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11 071	Diourbel	Transformatio n structurelle de l'économie et croissance	Projet de construction et de réhabilitation de pistes communautaires	6 588 000 000	Pas de réalisation de piste en 2016. A noter cependant que la piste Gade escale – Keur Nganda (10,4 km) réalisée dans le cadre du pudc est prise en compte dans les réalisations physiques de 2015 tandis que la piste Bambey sérère –
15050			Projet d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement en milieu rural (PASEPAR	2 150 000 000	-----

Source : PTIP 2018-2020

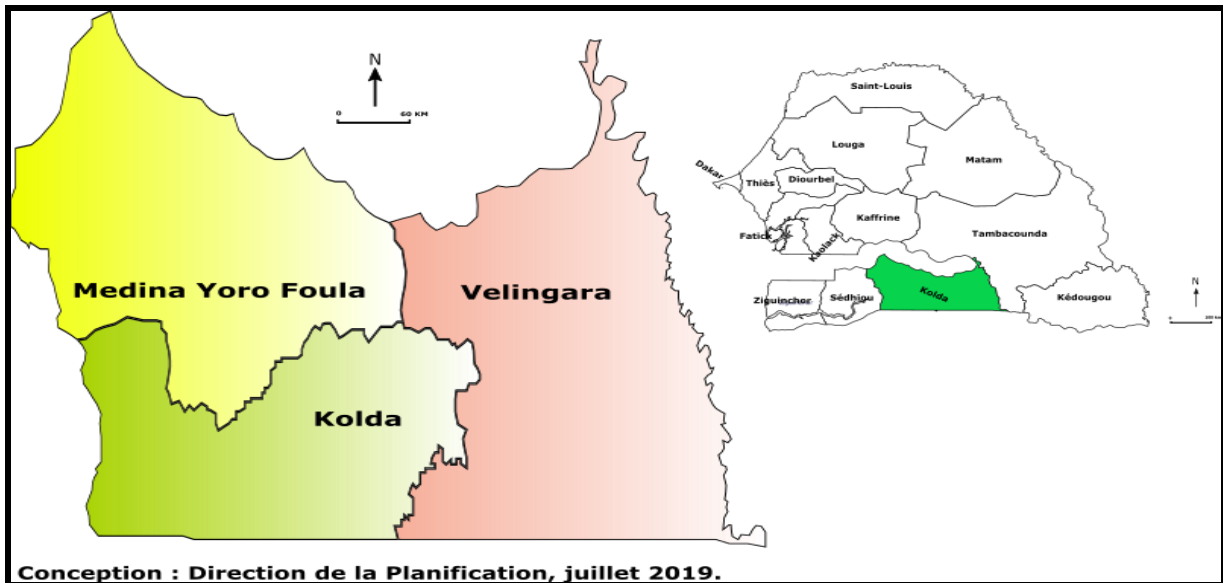
Pour accompagner le développement économique et social de la région de Diourbel, il sera nécessaire de :

- construire de nouveaux forages et réseaux d'adduction d'eau potable et de renforcer les réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales ;
- poursuivre le processus de désenclavement au niveau des arrondissements en réalisant de nouvelles pistes de productions et des routes ;
- renforcer l'offre d'infrastructures scolaires en construisant de nouveaux lycées et collèges de proximité dans les chefs-lieux de commune ;
- construire de nouvelles salles de classe pour réduire le nombre d'abris provisoires.

2.10. Région de Kolda

La région de Kolda s'étend sur une superficie de 13 721 km², avec une population estimée à 772 073 habitants en 2018, soit une densité de 56,26 hbts/km².

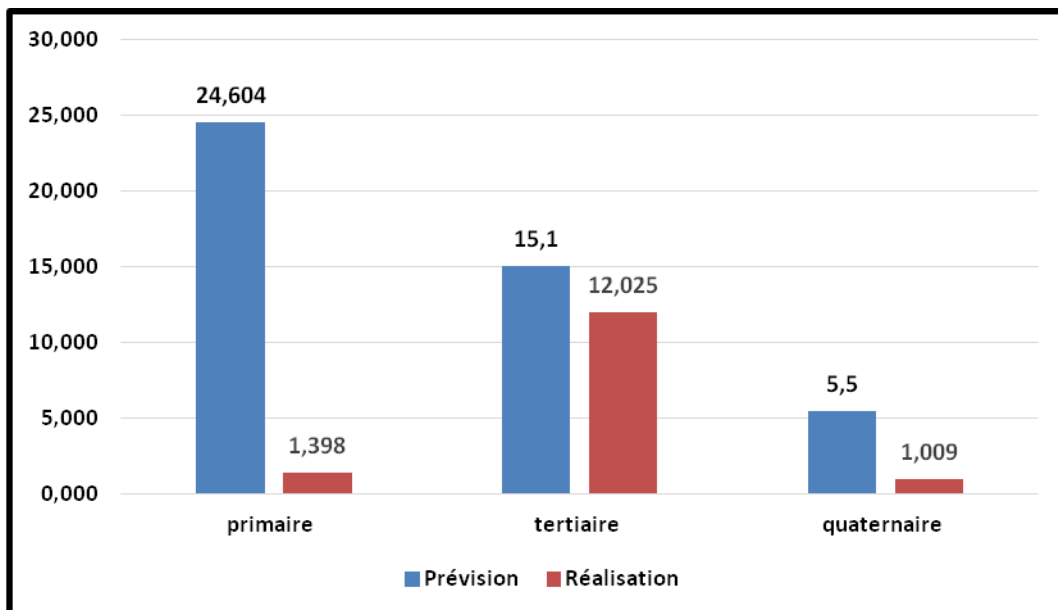
Carte 10: région de Kolda



La région de Kolda compte dix-neuf (19) projets pour un montant d'investissements de 45,204 milliards de FCFA. Ces investissements sont répartis comme suit : le secteur primaire (24,604 milliards de FCFA, le secteur tertiaire (15,1 milliards de FCFA) et le secteur quaternaire (5,5 milliards de FCFA).

Pour son développement, les objectifs poursuivis par la région de Kolda sont : (i) l'amélioration durable des revenus et la sécurité alimentaire grâce au développement des filières porteuses, (ii) la valorisation durable du capital humain régional et (iii) la promotion d'une gouvernance locale.

Graphique 11: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kolda



Source : SIGFIP 2018DGB et calculs DP 2019

Le primaire a bénéficié d'un montant de 24,604 milliards de FCFA. Ceci trouve son explication dans le PSE qui veut faire de l'agriculture le fer de lance de son développement économique et social. Le sous-secteur de l'agriculture a reçu 20,697 milliards des investissements alloués au secteur. Toutefois, des insuffisances sont notées dans la capacité d'absorption. La mise en œuvre a fait ressortir des taux de réalisation relativement faibles (5,68%). Le sous-secteur « agriculture » n'a affiché que 4% de taux de réalisation. Or, avec une forte capacité d'absorption, la région, avec son important potentiel agricole, pourrait contribuer activement à la politique d'autosuffisance alimentaire et à l'augmentation des revenus des producteurs.

En effet, la région de Kolda est fortement caractérisée par sa vocation pastorale et agricole grâce, notamment, à une pluviométrie abondante et à un pâturage disponible presque toute l'année. Comme pour la programmation 2017-2019, la région n'a enregistré, dans le sous-secteur de l'élevage, qu'un seul (1) projet pour un montant de 477 millions de FCFA, avec un taux de réalisation de 33,62%. La localité couvre les 25% du cheptel national. A l'instar des autres régions du Sénégal, Kolda pratique un élevage de type extensif sédentaire. L'exploitation de la production animale joue un rôle de premier plan dans l'économie régionale. Les principales espèces élevées sont les bovins, les ovins, les caprins, les porcins, les équins, les asins et la volaille. Cependant, la faible intensification du système d'élevage et les feux de brousse constituent un véritable goulot d'étranglement pour ce sous-secteur.

Par ailleurs, il faut noter, dans la région, l'existence d'une diversité d'espèces forestières et la présence de l'une des dernières réserves de forêt du pays dans cette région. L'exploitation forestière y demeure une activité importante.

Par contre, dans le secteur tertiaire, il a été enregistré le plus important taux de réalisation de 79,64%, pour un montant d'investissements de 15,1 milliards de FCFA.

Le quaternaire, avec un montant d'investissements de 5,5 milliards de FCFA, joue un rôle important dans la région. Avec 2,2 milliards de FCFA et un taux de réalisation de 27,27%, le sous-secteur « santé et nutrition » constitue le poste le plus doté en ressources.

Pour la programmation 2018-2020, aucun projet du secondaire n'a été inscrit dans cette région de Kolda.

Tableau 11: Principaux projets de la région de Kolda

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11 096	Kolda	Transformation structurelle de l'économie et croissant	Renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2 425 000 000	-----
33 194		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Programme Prioritaire de Désenclavement (Iles à Morphil, Kédougou, Salemata, Bambah- Baba Garage- Mekhe, Fafacourou- Medina Yoro Foula	15 000 000 000	-----

Source : PTIP 2018-2020

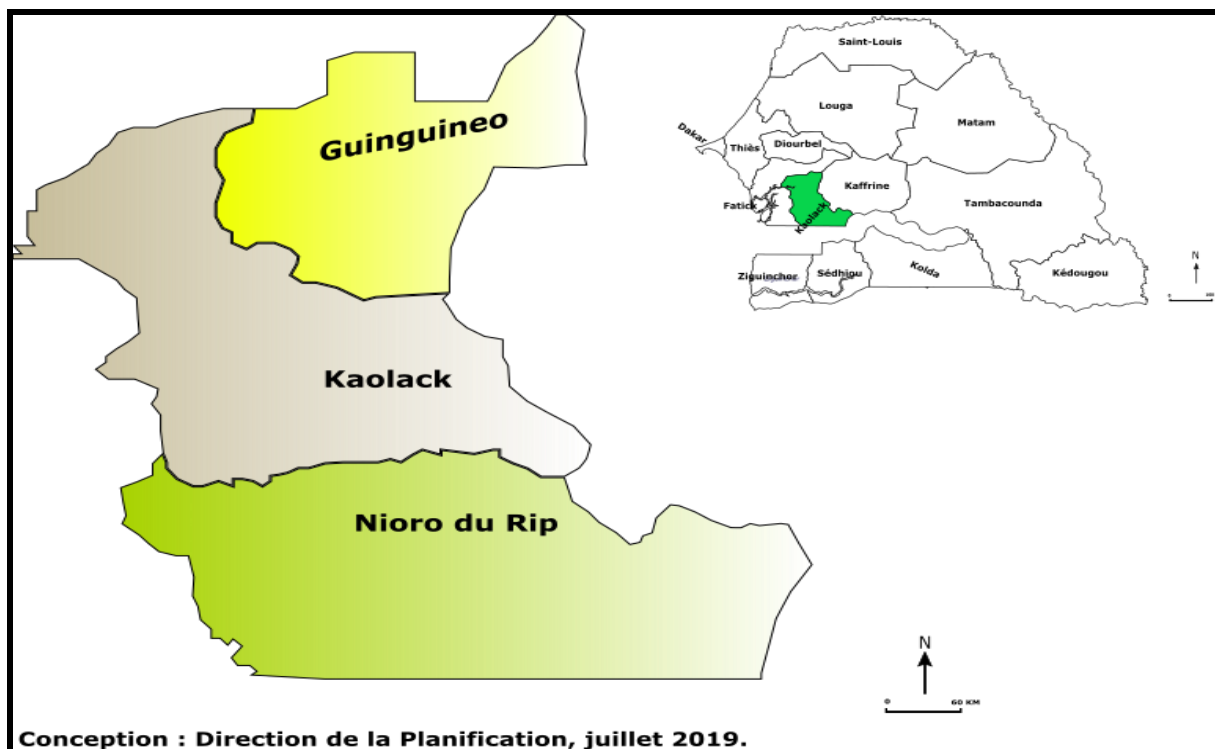
Aujourd'hui, les efforts devront être orientés dans les diligences à apporter pour :

- la réalisation des infrastructures de santé ;
- la construction des routes ;
- le renforcement des réseaux d'eaux ;
- le renforcement des programmes de construction de pistes de désenclavement.

2.11. Région de Kaolack

La région de Kaolack s'étend sur une superficie de 5 357 km². Elle compte 1 120 404 habitants, soit une densité est de 209,14 hbts/km².

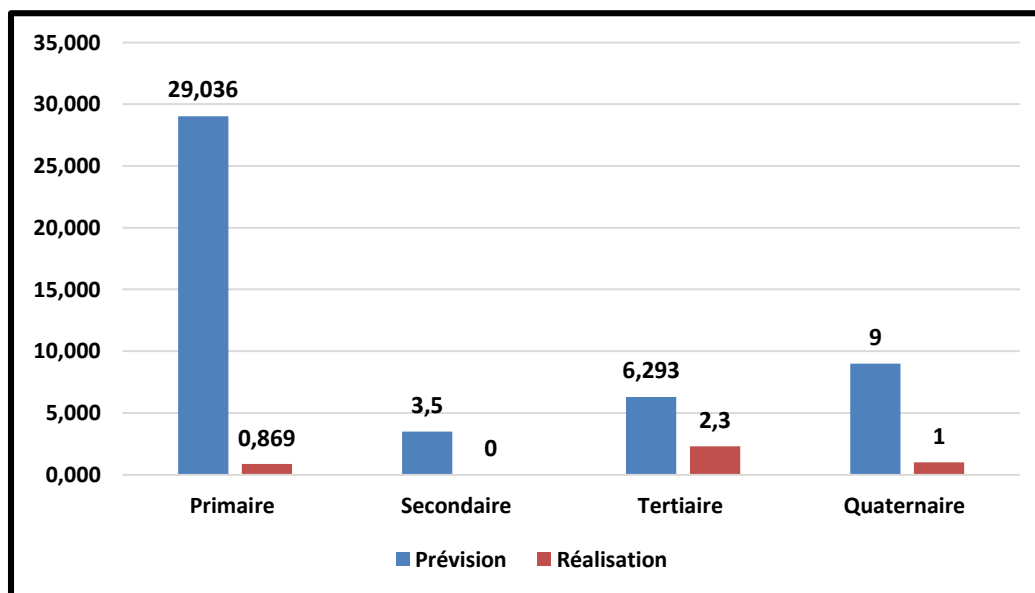
Carte 11: région de Kaolack



Pour l'exercice 2018, la région de Kaolack totalise seize (16) projets pour un montant d'investissements de 47,829 milliards de FCFA. Cette allocation est répartie par secteur comme suit : le primaire (29,036 milliards de FCFA), le quaternaire (9 milliards de FCA), le tertiaire (6,293 milliards de FCFA) et le secondaire (3,5 milliards de FCFA).

Les investissements de la région sont orientés vers les axes stratégiques suivants : (i) la gestion durable des ressources naturelles et le développement de l'agriculture, (ii) le développement des infrastructures de soutien à l'économie, (iii) l'amélioration du cadre de vie urbain et rural, (iv) le développement du secteur privé, (v) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et (vi) la promotion de la Bonne Gouvernance.

Graphique 12: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaolack



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019

Le secteur primaire a bénéficié des 60,70% des investissements programmés dans la région, mais le taux de réalisation reste assez faible (2,99%). L’agriculture, dotée de 23,667 milliards de FCFA, occupe 64% de la population et constitue le moteur de l’économie régionale. Dans le domaine de l’élevage et de la pêche, bien que disposant de potentialités, la région n’a pas bénéficié de projets les concernant.

L’élevage, au niveau de la région de Kaolack, est de type extensif. Toutefois, la pratique de l’embouche bovine, ovine et celle de l’aviciculture sont devenues des activités très florissantes aussi bien en milieu urbain que rural. Elles génèrent des emplois et améliorent les revenus des populations. La pêche continentale est déployée dans deux (2) zones : le Bolong et la Vallée de Koutango dans le département de Nioro du Rip. Pour ce qui est de la pêche maritime, elle se fait dans le bras de mer du Saloum.

Dans le quaternaire, le sous-secteur « éducation et formation » est le plus doté en ressources avec un montant de 5 milliards de FCFA, mais aucune réalisation n’a été comptabilisée dans le fichier de gestion. Les prévisions dans ce sous-secteur ont baissé de 50% par rapport à l’exercice 2017.

Le sous-secteur « transports routiers » est le seul représentant du secteur tertiaire, avec un montant de 6,293 milliards de FCFA mis en œuvre, correspondant à 36,55%. En 2017, les investissements prévus dans ce sous- secteur n’avaient pas connu de réalisation. La région de Kaolack est une zone de carrefour avec une position géographique qui lui confère une place stratégique dans les échanges avec les autres régions et les pays limitrophes. C’est pourquoi,

au-delà du sous-secteur « transport routier », le chemin de fer devrait également bénéficier d'investissements pour booster le potentiel économique.

Dans le passé, la densité du réseau routier a connu une évolution à partir de 2014 en passant de 755 km à 854,5 km en 2016 et à 884,1 km en 2017. Les linéaires de routes en terre construites, réhabilitées et traitées, en entretien périodique, ont connu une forte progression grâce aux différents programmes tels que le PUDC, le Projet de Pistes communautaires (PPC) et le Projet d'Appui aux Filières agricoles (PAFA) et à des agences comme l'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE). Les réalisations de 2014 concernent uniquement le PPC (46 km) et le PAFA (15 km).

Pour le secondaire, l'énergie représente le secteur avec 3,5 milliards de FCFA, mais n'a pas connu de réalisation, contrairement à 2017, bien que le taux de réalisation ait été très bas (2,87%). L'exploitation artisanale du sel, dans certaines zones, constitue une source de revenus des populations.

Tableau 12: Principaux projets de la région de Kaolack

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11068	Kaolack	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet appui à la production durable du riz pluvial à Kaolack, Kaffrine, Fatick	1 430 000 000	Le projet d'appui à la production durable du riz pluvial (PRIP) a une durée de 4 ans (octobre 2014-septembre 2018), exécuté dans le cadre de l'Accord de Coopération Technique entre les Gouvernements du Japon et du Sénégal. L'objectif global du projet est d'améliorer le système de production du riz pluvial dans la région
11071			Projet d'appui aux filères agricoles (PAFA)	6 588 000 000	L'objectif du projet est de rendre effectif l'accès aux infrastructures communautaires (école, centre de santé, point d'eau, etc.), de désenclaver les zones de production et les collectivités territoriales.
11 097			Projet d'appui aux filères agricoles extension (PAFA/E)	5 170 000	C'est un projet qui densifie les activités du PAFA pour atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires. Il consolide et complète le PAFA en renforçant le développement institutionnel et organisationnel des Organisations de producteurs d'agriculteurs et d'éleveurs
11 127			Nataal Mbaye	3 847 000 000	L'objectif du projet Nataal Mbaye est d'améliorer la sécurité alimentaire

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
					et les revenus des producteurs de riz, maïs et mil à travers la mise à l'échelle des acquis du Projet Croissance Economique. Sa zone d'intervention se situe dans les départements de Nioro du Rip et Kaolack pour une durée de 4 ans (2015-2019)
41 087		Capital humain, Protection sociale et développement durable	Projet assainissement de 10 villes	4 000 000 000	L'objectif du projet est de lutter contre les inondations avec le drainage des eaux pluviales en améliorant le cadre de vie des populations et la mobilité. Le recrutement des entreprises est en cours.
45 128			Construction Université de Sine Saloum (Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel	5 000 000 000	

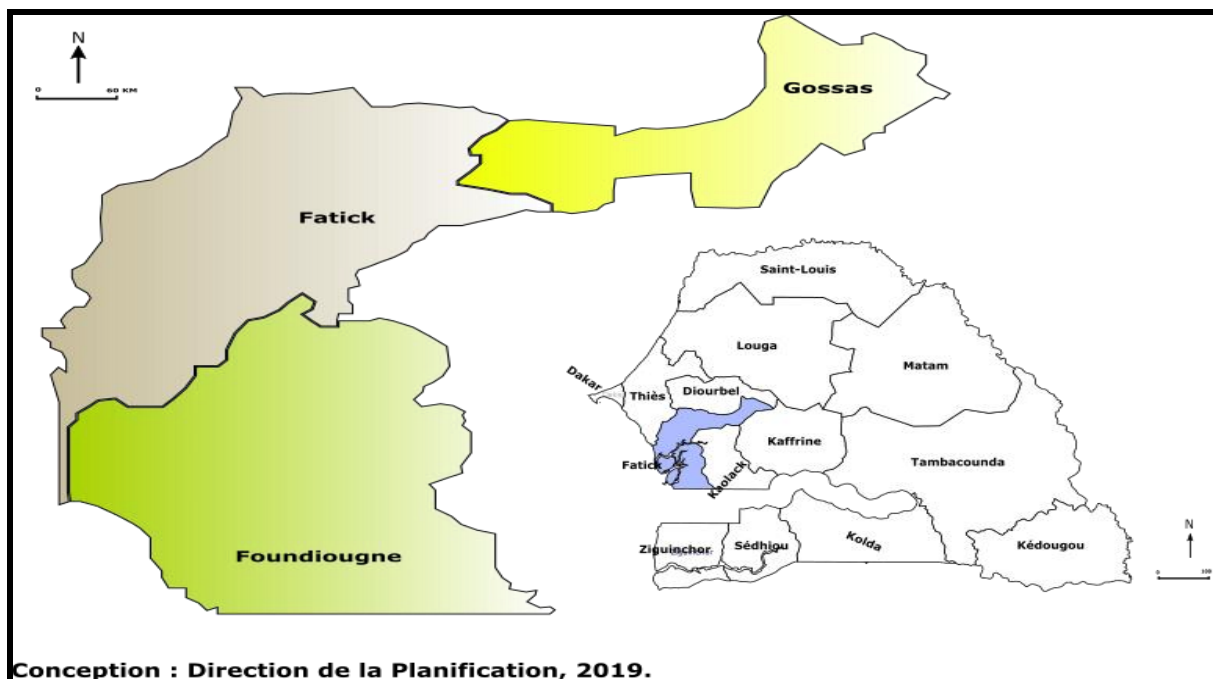
Source : PTIP 2018-2020

Au regard de sa position de carrefour et de ses potentialités agro-écologiques et pastorales, la région de Kaolack devrait continuer à bénéficier davantage d'attention dans la mise en œuvre d'infrastructures de désenclavement, de renforcement des activités agropastorales, à travers le relèvement du niveau d'équipement des producteurs, la disponibilité des intrants, la mise en place d'unités de transformation des produits locaux et d'infrastructures d'exploitation (foirails, abattoirs, magasins banques de céréales, marchés, etc.).

2.12. Région de Fatick

La superficie de la région de Fatick s'étale sur 7 930km² et représente 4,03 % du territoire national. En 2018, elle abritait 841 294 habitants, soit 5,29% de la population totale, pour une densité de 106,09 hbts/km².

Carte 12: région de Fatick



En 2018, la région de Fatick compte quatorze (14) projets contre vingt-trois (23) en 2017. Pour une prévision de 45,672 milliards de FCFA, les allocations sont réparties entre: le primaire (23,252 milliards de FCFA), le tertiaire (17,420 milliards de FCFA) et le quaternaire (5 milliards de FCFA).

Cinq (5) objectifs sont fixés pour le développement de la région: (i) la gestion durable de l'écosystème et le développement de l'agriculture; (ii) la facilitation de l'accès aux services sociaux de base; (iii) le renforcement de l'intégration régionale; (iv) le développement de la pêche ; et (v) le développement du tourisme.

Graphique 13: répartition sectorielle des investissements pour la région de Fatick

Fatick	Nombre de projets	prévision	Réalisation
Primaire	7	23,252	0,632
Tertiaire	6	17,420	3,250
Quaternaire	1	5,000	0,000
Total	14	46	3,88

Fatick	prévision	Réalisation
Primaire	23	0,63
Secondaire	0	0
Tertiaire	17	3
Quaternaire	5	0
Total	46	3,88

Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019

Concernant le primaire, l'agriculture a reçu les 85,24% du secteur. Cette forte proportion des investissements alloués au sous-secteur est conforme à la vocation de la région qui est une zone de maraichage et de culture céréalière. Mais le niveau de mise en œuvre des investissements est assez bas, puisque ressorti à 2,82%.

L'élevage n'a pas bénéficié de projets et pourtant des efforts sont en train d'être faits à travers des projets et programmes, à l'instar du PUDC qui a introduit les cultures fourragères au niveau des sites où sont implantés des forages. Ces actions devraient contribuer à résoudre certaines difficultés liées à l'alimentation du bétail qui constitue un défi majeur pour l'élevage.

Le tertiaire est porté par le sous-secteur « transports routiers » avec un montant d'investissements de 11,020 milliards de FCFA réalisé à hauteur de 28,13%.

Pour le quaternaire, seul le sous-secteur « éducation formation » représente le secteur avec une prévision de 5 milliards de FCFA, mais n'a pas connu de réalisation.

Pour l'exercice 2018, le secteur secondaire n'a aucun projet inscrit sur la programmation.

Tableau 13: Principaux projets de la région de Fatick

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
33 169	Fatick	Capital humain, Protection sociale et Développement durable	Projet de Construction du Pont de Foudiougne	5 500 000 000	-----
35026			Projet de Mise En Place d'infrastructures Portuaires (MIEP II)	6 100 000 000	-----
45 128			Construction université du Sine Saloum (Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel)	5 000 000 000	-----

Source : PTIP 2018-2020

Dans cette région, pour booster les productions agropastorales et halieutiques, restaurer les potentialités des terres ainsi que l'écosystème, il s'avère nécessaire de mettre un accent particulier sur :

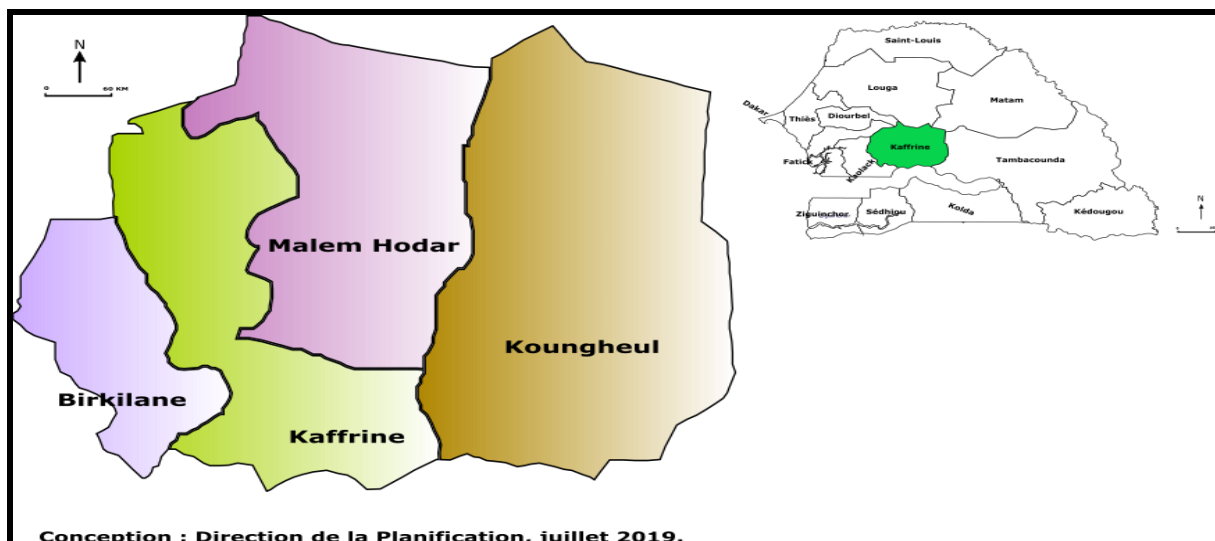
- le renforcement des programmes de fermes agropastorales et d'aménagements agricoles ;

- l'accélération de la réalisation du pont de Foundiougne pour accroître la libre circulation des biens et personnes, notamment, avec la réalisation du port de Ndakhonga ;
- la poursuite des programmes de désenclavement avec la réalisation de pistes rurales et de routes pour une meilleure connectivité interne ;
- l'appui à la modernisation de la pêche ;
- la poursuite des programmes de renforcement des cartes scolaires et sanitaires, ainsi que le relèvement du plateau technique sanitaire.

2.13. Région de Kaffrine

Les projections réalisées en 2018 par l'ANSD estiment la population de la région à 678 955 habitants (soit 4,99 % de la population du pays), avec une densité de 60,72hbts/ km². La région s'étend sur une superficie de 11 181 km².

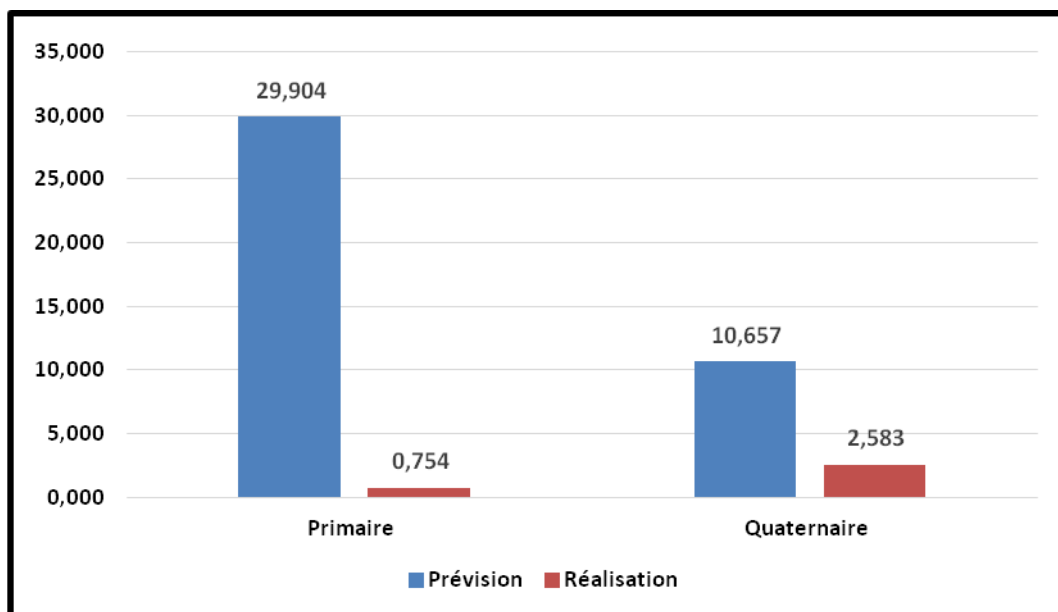
Carte 13: région de Kaffrine



La région de Kaffrine compte treize (13) projets, pour un volume d'investissements de 40,561 milliards de FCFA. Il est réparti comme suit : le primaire 29,904 milliards de FCFA et quaternaire 10,657 milliards.

Les axes stratégiques, retenus pour le développement de la région, sont : (i) la promotion d'une économie régionale intégrée et créatrice de richesses et d'emplois ; (ii) le développement du capital humain à travers le renforcement de l'offre en services sociaux ; (iii) la préservation de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques pour un développement régional durable et (iv) la promotion de la bonne gouvernance locale et de la participation citoyenne.

Graphique 14: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kaffrine



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Comme en 2017, le sous-secteur « agriculture » a bénéficié de la totalité des prévisions du primaire, avec un montant de 29,904 milliards de FCFA. Cependant, l'on note un faible taux de réalisation (2,52%) alors que Kaffrine est une région à forte vocation agricole. L'agriculture y occupe 75% de la population. Comparé au niveau national, les 43 916 ménages agricoles de la région disposent d'exploitations relativement importantes.

En effet, 45,7% de ces ménages ont cultivé entre 1 et 5 ha et 32,1% entre 6 et 10 ha. En outre, la région compte de grands exploitants, avec 5,2% des ménages ayant cultivé plus de 20 ha alors que la moyenne nationale est de 2,6%. Les principales cultures vivrières sont le mil, le sorgho, le maïs, etc. Des cultures de rente (l'arachide) et des cultures maraîchères (tomate, gombo, aubergine, bissap, courge, oignons, chou, pomme de terre, haricot vert, etc.) sont également développées dans la région.

Malgré l'absence d'investissements, l'élevage de type intensif est pratiqué dans la région. Le cheptel est composé de bovins, caprins, équins, porcins et volailles familiales. Toutefois, il faut noter l'extension de pratiques modernes telles que l'embouche bovine, ovine et l'aviculture.

L'insémination artificielle a permis la production de métis plus productifs, tant en viande qu'en lait. Par ailleurs, Kaffrine est une véritable région carrefour dans le commerce du bétail avec le marché de bétail de Birkelane qui a été modernisé par l'Etat en partenariat avec l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Les 49,26 % des prévisions sont attribuées au sous-secteur « éducation et formation » mais avec un taux de réalisation faible de 3,38 %, contre 61,60% en 2017.

Pour la programmation 2018, les secteurs secondaire et tertiaire n'ont pas été représentés. C'est un paradoxe concernant le tertiaire malgré les potentialités dans les domaines de l'artisanat et du commerce.

Tableau 14: Principaux projets de la région de Kaffrine

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11097	Kaffrine	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Projet d'appui aux filières agricoles Extension	56 560 000	Construction de magasins de stockage
44220					7 achevés et 7 en cours d'achèvement

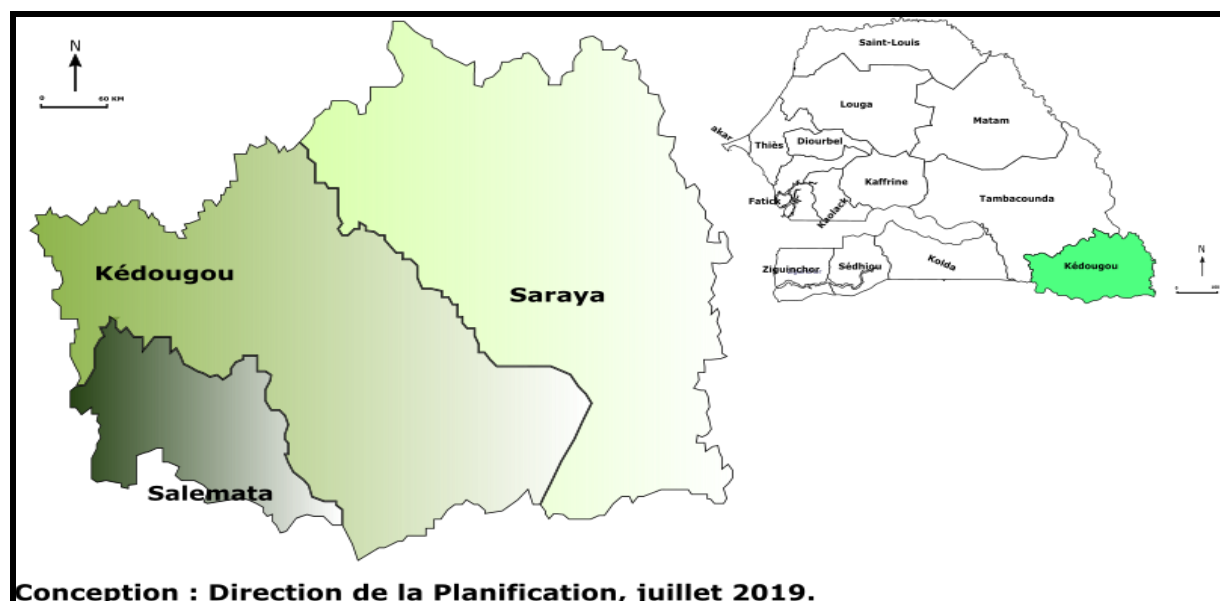
Source : PTIP 2018-2020

Il faudra relever un retard dans l'exécution de certains projets qui méritent d'être accélérés pour renforcer le potentiel d'activités socioéconomique de Kaffrine et l'accès des populations aux services sociaux de base, notamment: le développement des ouvrages et réseaux d'évacuation des eaux pluviales; l'élaboration et la mise en œuvre du plan directeur d'assainissement; l'accélération du projet régional d'appui au pastoralisme.

2.14. Région de Kédougou

La région de Kédougou s'étend sur 16 896 km² avec une population estimée à 178 269 habitants en 2018, pour une densité de 10,55hbts/km².

Carte 14: région de Kédougou

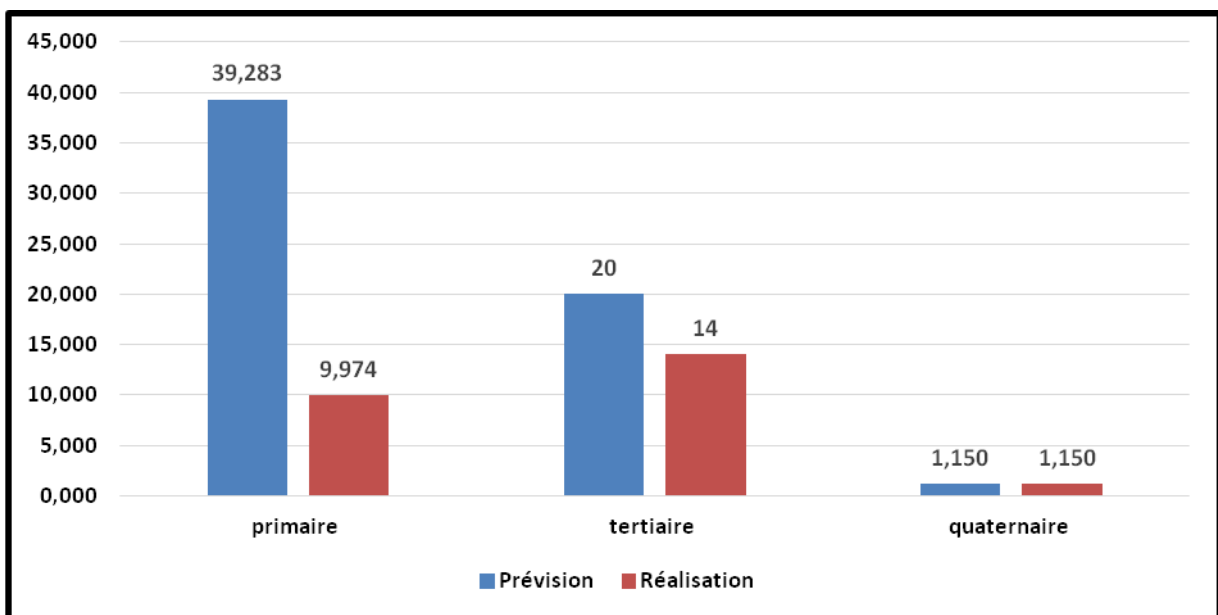


Conception : Direction de la Planification, juillet 2019.

La région de Kédougou compte quatorze (14) projets pour une prévision de 60,433 milliards de FCFA, contre 48,979 milliards de FCFA en 2017, année au cours de laquelle on en comptait seize (16) projets. L'investissement est réparti comme suit : le primaire (39,283 milliards de FCFA), le tertiaire (20 milliards de FCFA) et le quaternaire (1,150 milliard de FCFA). Pour cette programmation, le secteur secondaire est laissé en rade, malgré les potentialités de la région, surtout dans le domaine minier.

Les options stratégiques du territoire régional sont : (i) le renforcement de l'attractivité de la région ; (ii) l'accès aux infrastructures et services sociaux de base ; (iii) la croissance économique ; (iv) la protection sociale et environnementale et (v) la gouvernance.

Graphique 15: répartition sectorielle des investissements pour la région de Kédougou



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Pour le primaire, l'agriculture concentre l'essentiel des investissements du secteur à hauteur de 94,21%, avec un taux de réalisation de 26,33%. Ce sous-secteur contribue à l'autosuffisance alimentaire et occupe une place prépondérante dans l'économie régionale. Le montant alloué au secteur peut s'expliquer par le fait que le primaire dispose d'énormes atouts liés particulièrement à des conditions éco-géographiques favorables. L'élevage, pour 103 millions de FCFA, affiche le meilleur taux de réalisation, avec 78,25%.

Concernant le tertiaire, le sous-secteur « transports routiers » est le seul renseigné, avec un montant prévisionnel de 20 milliards de FCFA, pour un taux de réalisation de 70%.

Quant au secteur quaternaire, il a été doté de 1,150 milliard de FCFA. La totalité des investissements sont alloués au sous-secteur « culture, jeunesse et sport » et réalisés à hauteur de 100%.

Malgré les potentialités que regorge la région, le secteur secondaire est absent pour cette programmation. En effet, Kédougou recèle un important potentiel minier constitué de gisements et d'indices d'or, de fer, d'uranium, de lithium, d'étain, de molybdène, de cuivre, de nickel, de marbre, etc. C'est ce qui fait de cette région un pôle d'attraction pour les investisseurs privés.

Mais pour faciliter l'exploitation de ces importantes ressources de qualité, il est nécessaire de réaliser les infrastructures de désenclavement, de transport et d'évacuation portuaire qui représentent 80% des investissements.

Tableau 15: Principaux projets de la région de Kédougou

Code	Région	Contribution Axe du PSE	Principaux projets	Données financières des projets (en FCFA)	Observations
11052	Kédougou	Transformation structurelle de l'économie et croissance	Programme d'appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER	1 450 000 000	Aménagements Hydro-agricoles (Bas-fonds)
11063			Aménagement 1000 Ha de Bas- Fonds dans les Pays de L'UEMOA	2 500 000 000	-----
11071			Projet de Construction et de Réhabilitation de Pistes Communautaires	6 588 000 000	Réalisation de la piste Nafadji - Medina Baffé dans la commune de Medina Baffé pour un linéaire de 19,2km
42049			Projet de Construction des Stades Régionaux de Kaffrine, Kédougou et Sedhiou	1 150 000 000	-----

Source : PTIP 2018-2020

En dépit de certains investissements réalisés, il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour le développement de la région. Il faudra notamment :

- accélérer son désenclavement ;
- renforcer l'offre d'infrastructures pour l'accès aux services de santé et d'éducation ;

- mettre en œuvre des actions d'électrification rurale (prises en charge dans le Programme d'Urgence d'Electrification rurale et par l'Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER)).

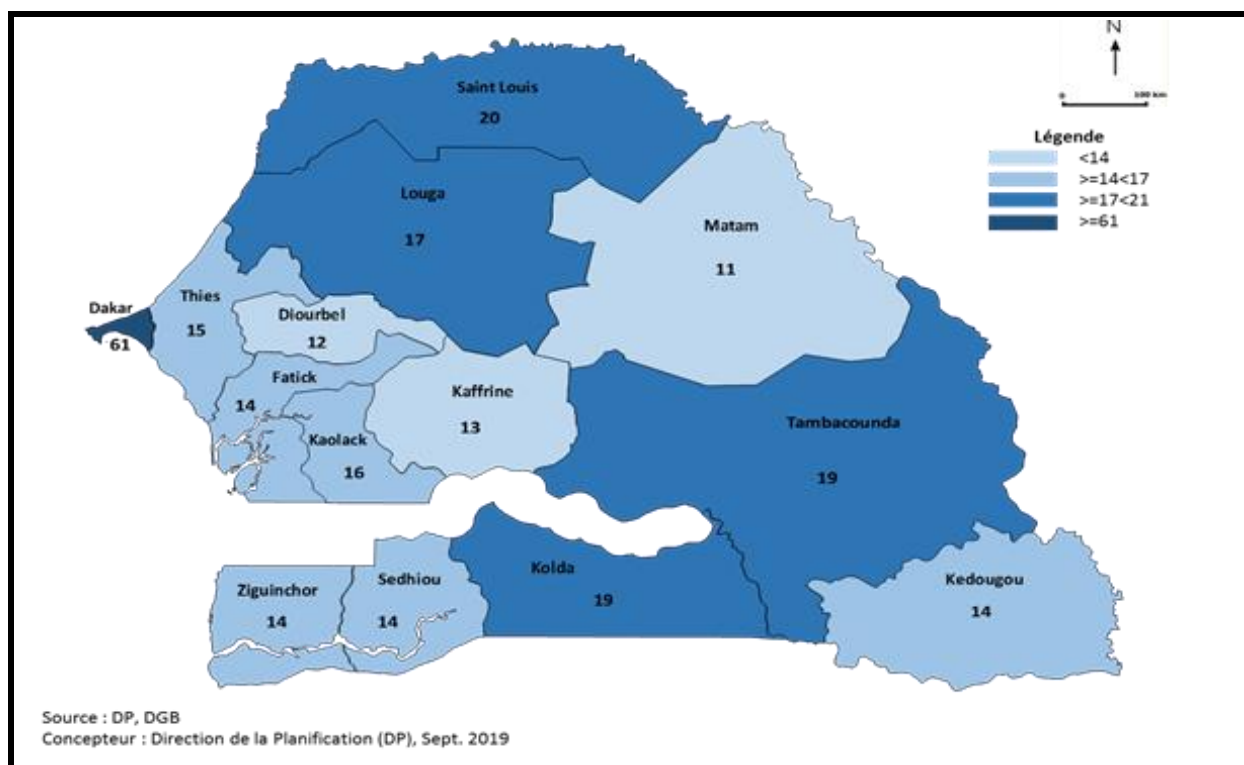
III. Analyse des disparités du PTIP 2018

3.1. Analyse spatiale de la répartition des projets

Sur les 259 projets prévus, pour le PTIP 2018 régionalisé, chaque région devrait disposer, en moyenne, de 18,5 projets. Mais, la répartition montre que Dakar, à elle seule, a bénéficié de 61 projets et constitue, avec Saint-Louis (20), Kolda (19) et Tambacounda (19), les régions les plus servies. Toutes les autres (Louga (17), Kaolack (16), Thiès (15), Fatick (14), Ziguinchor (14), Sédhiou (14), Kédougou (14), Kaffrine (13), Diourbel (12), Matam (11)), comptent moins de la moyenne de 18,5 projet au niveau national.

En termes de montants investis, les projets nationaux et multi-région concentrent les 24,40%. Les 75,6% qui restent sont répartis entre les différentes régions. En 2018, il faut reconnaître que de grands efforts ont été faits dans la localisation et la répartition des projets d'envergure régionale. Toutefois, sur les montants, il subsiste d'énormes disparités au regard des besoins en investissements et des niveaux de développement des régions.

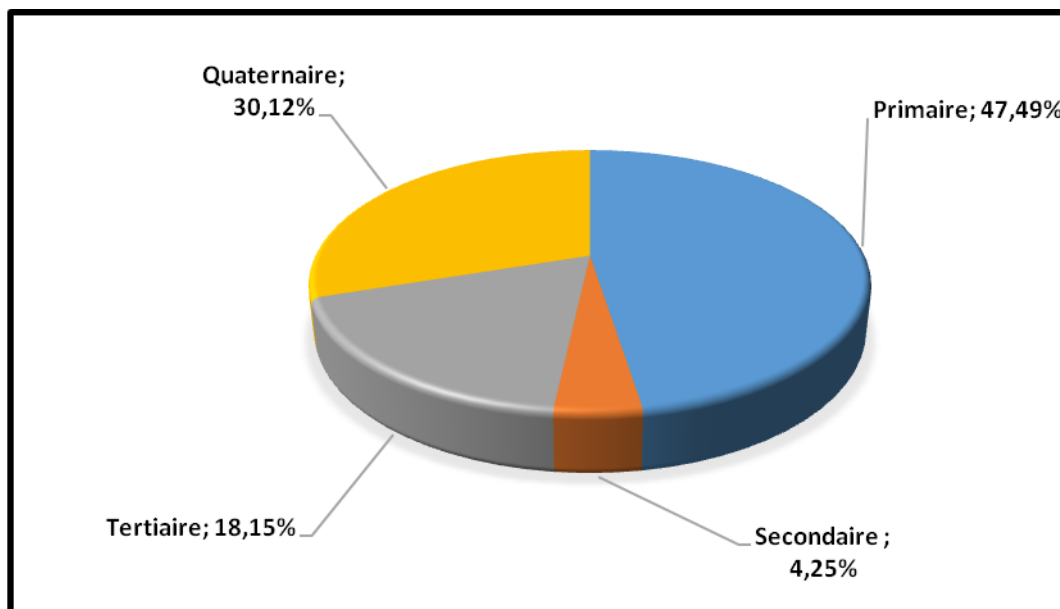
Carte 15: nombre de projets par région



3.2. Analyse sectorielle de la répartition régionale des projets

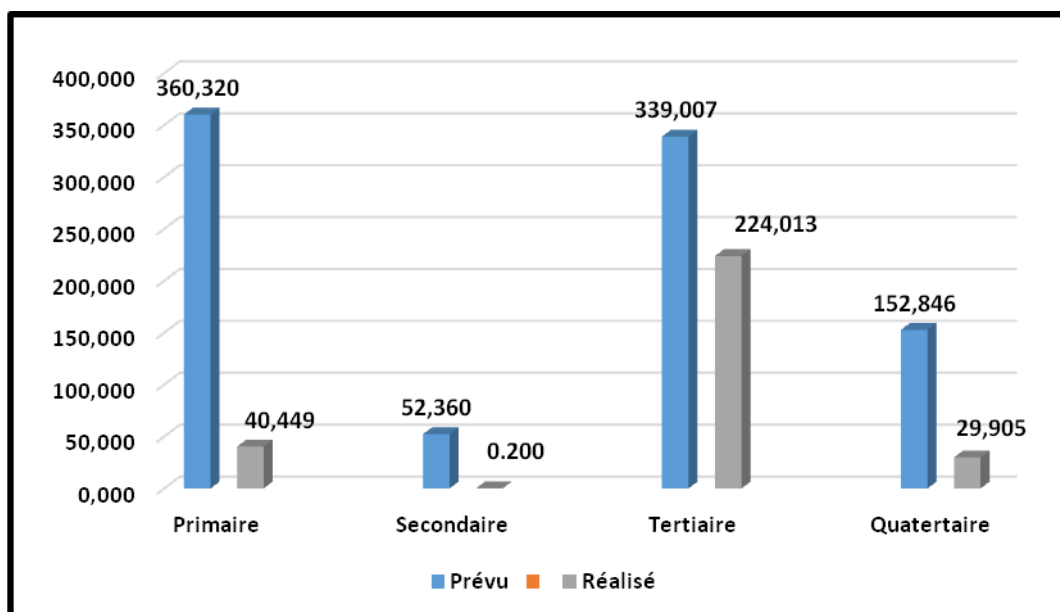
Le PTIP 2018 a programmé deux cent cinquante-neuf (259) projets au niveau régional, pour un montant de 904,533 milliards. Les réalisations s'élèvent à 294,568 milliards de FCFA mais sont inégalement réparties entre les secteurs.

Graphique 16: répartition spatiale des projets



Source : SIGFIP 201/8 DGB et calculs DP 2019

Graphique 17: répartition sectorielle des investissements prévus et réalisés du PTIP 2018



Source : SIGFIP 2018/DGB et calculs DP 2019.

Les investissements, de l'exercice 2018 du PTIP 2018-2020, sont inégalement répartis par secteur.

39,83% (360,320 milliards) sont alloués au secteur primaire mais la réalisation est de l'ordre de 11,23% (40,449 milliards).

Pour le tertiaire, sur les 37,48% (339,007 milliards) projetés, 66,08% (224,013 milliards) ont été décaissés. Le quaternaire, avec 152,846 milliards de FCFA programmés, connaît un taux d'exécution de 19,57%. Le secondaire, avec 52,360 milliards de FCFA prévus, n'a pu faire que de 0,38% de réalisation.

Ces taux de réalisations, relativement faibles, constituent une réelle problématique qu'il conviendrait résoudre pour l'atteinte des objectifs de développement dans les régions. Si, toutefois, l'absence des projets du secondaire, dans certaines régions, est regrettable, la diversification sectorielle des actions de développement et la prise en compte des requêtes sont, dès lors, acceptables. Dans cette perspective, le développement du secteur secondaire, avec l'appui des PMI/PME, contribuerait à consolider les bases de l'émergence ; ce qui suppose, entre autres : une amélioration de l'environnement des affaires, un repositionnement du Fonds de Garantie pour les Investissements prioritaires (FONGIP) et le renforcement du Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC), ainsi que autres programmes similaires.

La présente étude a révélé une prépondérance du primaire et du tertiaire dans presque toutes les régions, mais aussi une centralisation accrue des investissements (importance des projets nationaux). Cela dénote une convergence en termes de priorités sur les activités du secteur primaire mais également sur la demande sociale. La concentration des investissements publics régionalisés dans le secteur primaire et leur faiblesse dans le secondaire appellent à des actions plus accrues pour la transformation structurelle de l'économie.

Ceci confirme la situation du Sénégal avec un secteur primaire qui continue de mobiliser près de la moitié de l'emploi sans valeur ajoutée à la hauteur des attentes. Cette situation peut s'expliquer, entre autre, par une agriculture principalement de type familial, malgré les réformes initiées, notamment la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-pastorale (LOASP) qui n'est toujours pas opérationnelle. Par ailleurs, pour une meilleure prise en compte des besoins d'investissements régionaux, la promotion des projets d'initiative régionale serait nécessaire.

IV. Analyse de la répartition des projets par secteur et sous-secteur pour l'exercice 2018 du PTIP

4.1. Le secteur primaire

En 2018, le primaire compte cent quatre-vingt-douze (192) projets, contre 218 en 2017 pour un montant de 476 milliards 580,94 millions de FCFA.

L'enveloppe financière, comme pour les années précédentes, est toujours inégalement répartie. L'agriculture (avec 109 projets, soit 56,77%) s'est vue octroyée 398,637 milliards de FCFA, soit 83,65% du volume des investissements du primaire. Cette prédominance s'explique, entre autres, par le fait que l'agriculture emploie près de la moitié de la population active mais aussi pour des raisons historiques.

4.1.1 Agriculture

Elle bénéficie, depuis quelques années, de l'appui du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS) et du Programme national d'Autosuffisance en Riz (PNAR) qui ont, entre autres, pour ambition d'assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaires. Cependant, le sous-secteur reste confronté à un certain nombre de défis liés, notamment, à l'aménagement des périmètres agricoles, à la mise à disposition d'intrants de qualité (semences, fertilisants, équipements, etc.) et à l'efficacité financière.

A cela, s'ajoute un problème d'arbitrage dans l'affectation des ressources en fonction des potentialités des régions et des objectifs fixés.

Matam, Kaffrine, Louga et Kédougou ont reçu 31,44% du volume des investissements, justifiant ainsi les aménagements hydroagricoles effectués dans ces quatre (4) régions.³ Avec 17,55%, les projets d'envergure nationale y ont enregistré le taux d'investissement le plus élevé.

Les régions comme Kédougou (9,28%), Louga (8,66%), Kaffrine (7,50%), Sédhiou (7,32%), Tambacounda (7,23%), Matam (6%), Kaolack (5,94%), Kolda (5,19%), Fatick (4,98%), Saint-Louis (4,88%), Diourbel (4,62%), Ziguinchor (4,11%), multi région (4,08%) ont des taux d'investissement relativement moyens.

Par contre, les régions de Thiès (2,15%) et de Dakar (0,51%), les taux d'investissement sont assez précaires. Le cas de Dakar pourrait s'expliquer par la faible pratique de l'activité agricole.

³ La nature des projets explique son inscription au PTIP depuis 2013.

4.1.2 Élevage

Pour l'élevage, vingt (20) projets ont été dénombrés pour un montant d'investissements de 16,342 milliards de FCFA. L'élevage et l'agriculture constituent les principales activités des populations rurales et sont pourvoyeurs d'aliments et de revenus monétaires. A ce titre, l'élevage est un secteur stratégique, mais sa contribution à la richesse du pays n'est pas à la hauteur des attentes. Selon l'ANSD (RGPHAE de 2013), l'élevage occupe près de 60% des ménages agricoles du Sénégal. Il est pratiqué dans toutes les régions, suivant leurs potentialités et des intensités différentes. Les investissements et le nombre de projets, dans ce sous-secteur, semblent suivre cette dynamique. Il est plus présent dans les régions de Louga et Matam qui sont des zones sylvo-pastorales avec le Ranch Doly qui offre un cadre beaucoup plus favorable à la pratique de cette activité. Mais il faudra remarquer que le taux d'investissement est assez bas au regard de la vocation de ces deux (2) régions. Le reste des projets, dans ce sous-secteur, est localisé dans les régions de Dakar (25,35%), Ziguinchor (2,92%), Sédhiou (2,92%), Kolda (2,92%), Kédougou (0,63%) et Thiès (0,62%).

4.1.3 Eaux et Forêts

Les « eaux et forêts » comptent trente-cinq (35) projets pour un montant des investissements de 19 milliards 789,89 millions de FCFA, soit 4,15% du secteur primaire.

73,31% des projets du sous-secteur sont localisés dans les régions de Ziguinchor (17,34%), Sédhiou (17,34%), Kolda (17,34%), Louga (6,40%), Matam (6,06%), Saint-Louis (6,06%), Tambacounda (1,66%), Dakar (0,87%) et Thiès (0,24%) ; les 26,69% restant sont disséminés sur toute l'étendue du territoire. Toutefois, les investissements du sous-secteur ne sont pas bien présents au centre du pays, malgré les efforts consentis dans ce domaine.

4.1.4 Pêche

La pêche compte cinq (5) projets pour un montant prévisionnel de 3,193 milliards de FCFA, soit 0,67% du primaire.

Seuls les projets de niveau national (90,60%) et à caractère multi-région (9,40%) ont retracé les investissements enregistrés dans le sous-secteur. Dans les régions, il n'a pas été recensé de projets spécifiques.

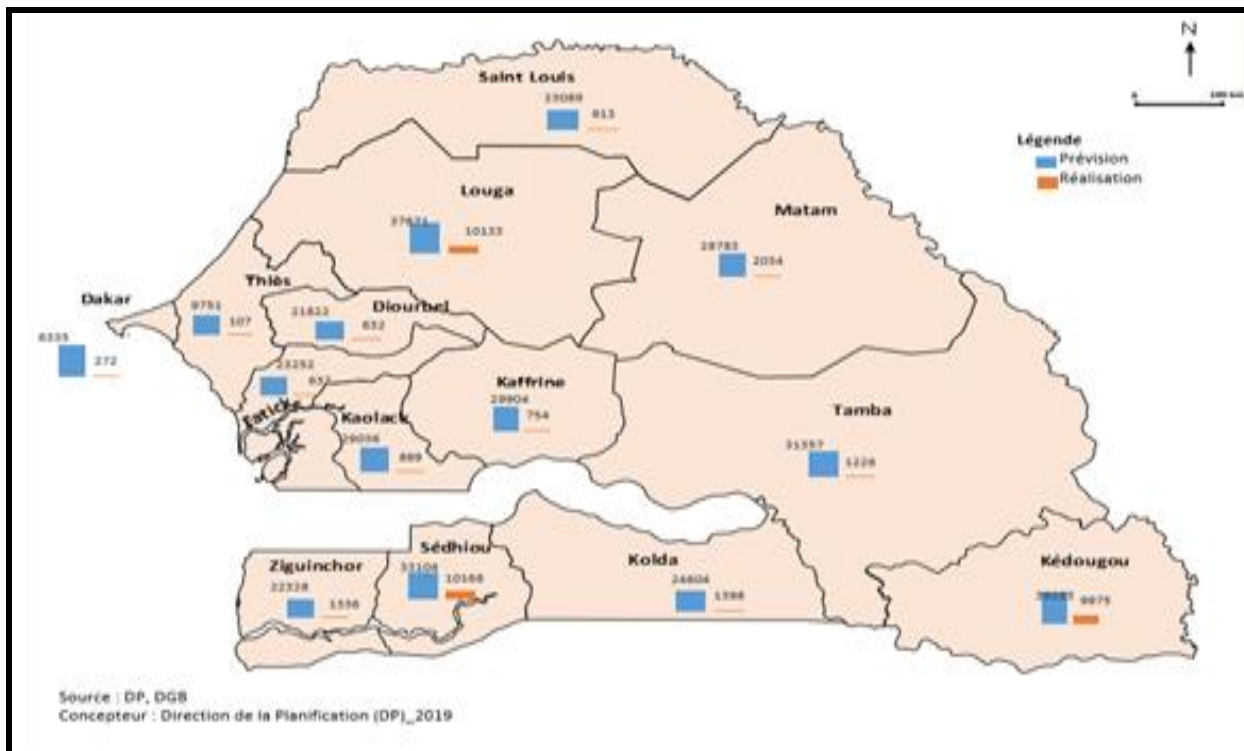
4.1.5. Hydraulique rurale et agricole

Pour « l'hydraulique rurale et agricole », vingt-trois (23) projets sont dénombrés pour un volume d'investissements de 38,619 milliards de FCFA, soit 8,10% du financement consacré au secteur de l'eau.

Dans ce sous-secteur, les plus importants investissements ont été enregistrés aux niveaux national, multi-région et de la région de Kaolack, avec des taux respectifs de 21,35%, 15,23% et 13,91%. Dans les projets de Diourbel (8,89%), Fatick (8,89%), Saint-Louis (6,36%), Matam (5,61%), Tambacounda (5,61%), Kédougou (5,61%) et Ziguinchor (5,17%), les efforts ont été mitigés.

Concernant Thiès (2,59%) et Louga (0,78%), les niveaux d'investissement ont été assez faibles.

Carte 16: niveau des investissements du secteur primaire



4.2 Le secteur secondaire

Le secondaire compte trente-cinq (35) projets, pour un montant d'investissement de 110,061 millions de FCFA, soit 7,41% de la programmation. Pour cette programmation 2018-2020, ce secteur est mieux doté que pendant les années précédentes. Mais, une baisse du nombre des projets, par rapport à l'exercice passé, a été constatée. Cependant, le maillage territorial reste toujours timide et peu dynamique dans certaines régions où on peut remarquer la présence faible du secteur.

4.2.1 Mines

Un (1) seul projet a été enregistré dans le sous-secteur pour un montant prévisionnel de 32 millions de FCFA, soit 0,02% du secondaire. Ce projet existe au niveau national. Toutefois,

ce sous-secteur fait l'objet de beaucoup d'investissements privés qui ne sont pas retracés dans le SIGFIP.

4.2.2 Industrie

Le sous-secteur compte dix (10) projets avec un volume d'investissements de 14,865 milliards de FCFA, soit, 13,51% du secondaire. L'industrie, caractérisée par une base relativement étroite, est essentiellement orientée vers la production d'engrais et d'acide phosphorique et vers la transformation de l'arachide, des produits de la mer, la fabrication de produits alimentaires à base de céréales, etc. Pourtant, l'ambition du PSE est de faire du Sénégal un « hub industriel ». Paradoxalement, la part accordée au sous-secteur, dans les investissements est faible. Les investissements enregistrés dans ce PTIP sont au niveau national avec 89,23%, et dans la région de Dakar pour 10,77%.

4.2.3 Artisanat

Le sous-secteur totalise trois (3) projets pour une prévision de 657 millions de FCFA, soit 0,60% du secteur secondaire. Il est toujours à l'état informel et mérite, à ce titre, un accompagnement de la part de l'Etat pour passer de l'artisanat de survie à l'artisanat d'entreprise. C'est pourquoi des efforts sont enclenchés pour faire de l'artisanat un véritable levier de croissance inclusive au lieu de l'assimiler à une caste ou une ethnie.

Le volet multi-région représente 21% des investissements contre 79% au niveau national.

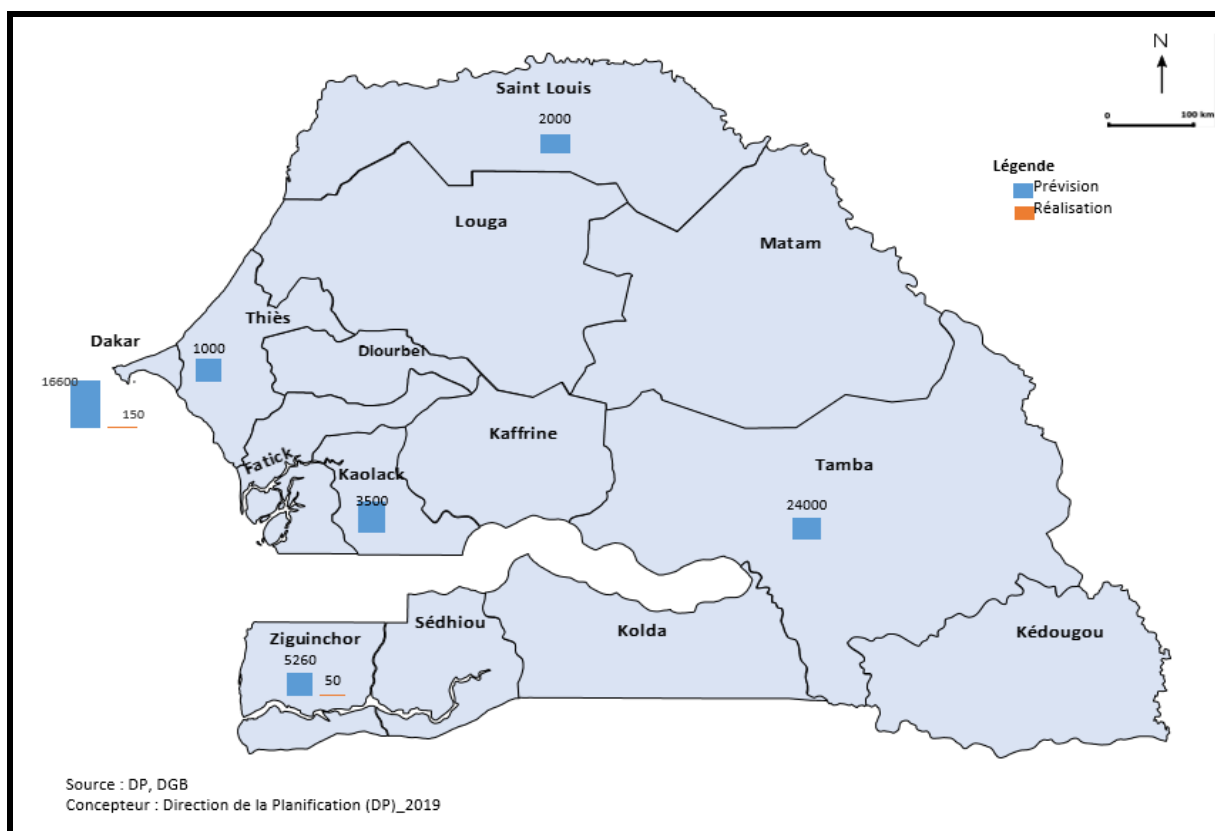
4.2.4 Energie

Le sous-secteur compte vingt et un (21) projets pour un montant d'investissements de 94,507 milliards de FCFA, soit, 85,87% du secondaire. Il connaît, depuis quelques années, une évolution positive grâce à la volonté affirmée des autorités de généraliser l'accès à l'électricité. Toutefois, des efforts restent à faire pour faire jouer à ce sous-secteur la place privilégiée qui est attendue de lui.

En effet, même si le taux d'accès des ménages est satisfaisant en milieu urbain, où il est estimé à 90%, il n'en demeure pas moins qu'en milieu rural⁴ il est de 42,7% en 2018. Les projets du niveau national obtiennent le plus important taux d'investissements avec 45,97%, suivi de loin de la région de Tambacounda (25,40%), de Dakar (15,88%), de Ziguinchor (5,56%), Kaolack (3,71%), Saint-Louis (2,11%), Thiès (1,05%), et de ceux multi-région (0,32%).

⁴ www.iea.org/reports/sdg7-data-projections/access-to-electricity. Consulté le 17/12/2019.

Carte 17: niveau des investissements du secteur secondaire



4.3. Le secteur tertiaire

Ce secteur compte quatre-vingt-quatre (84) projets pour un volume de financement de 478,524 milliards de FCFA, soit 32,18% de la programmation de 2018.

Les investissements dans le secteur existent presque dans toutes les régions, à l'exception de Sédhiou, Matam et Kaffrine. Pour ces dernières, il n'a pas été enregistré de projets qui leur soient spécifiques.

Les projets de Ziguinchor connaissent le taux d'exécution le plus important avec 95,45%.

4.3.1 Commerce

Le sous-secteur compte huit (8) projets pour un montant prévisionnel de 1,315 milliard de FCFA, soit 0,27% du secteur. Ce sous-secteur mérite un appui conséquent compte tenu des potentialités à saisir dans l'exécution de plusieurs projets.

En effet, la mise en place de fermes intégrées (les DAC, les agropoles intégrées de transformation agroalimentaire, les zones greniers de stockage), la relance de la production nationale d'arachide et les corridors céréaliers, entre autres, nécessitent le développement des infrastructures commerciales telles que la construction de plateformes en milieu rural, l'édification de complexe d'infrastructures, la création de zones dédiées à l'exportation, la

création de marchés de gros porteurs, la création de maisons de labellisation de produits du terroir dans les zones touristiques , etc.

Il ressort de l'analyse que les investissements relatifs au commerce sont inégalement répartis dans le PTIP 2018. Les projets d'envergure nationale font 54,37%, tandis que dans les régions de Dakar et Kolda, on note respectivement 38,02% et 7,61%.

4.3.2. Tourisme

Le sous-secteur compte neuf (9) projets pour un montant de 7,405 milliards de FCFA, soit 1,55% du tertiaire. Les investissements destinés au tourisme sont absents dans la plupart des régions. Quant aux projets d'envergure nationale, ils constituent 22,96% et le financement de ceux spécifiques aux régions sont : 46,32% pour Saint-Louis, 20,25% pour Thiès, 4,05% pour Fatick comme pour Ziguinchor et 2,37% en ce qui concerne Dakar. Pourtant, les autres régions, comme Tambacounda (parc national), Kédougou (les chutes de Dindéfélo), Diourbel (les sites religieux), regorgent de potentialités touristiques qui méritent d'être boostées pour davantage contribuer à la relance du Tourisme au Sénégal.

Étant jadis porteur de croissance, le tourisme devrait avoir plus d'attention avec l'aménagement de nouveaux sites et une diversification de l'offre.

4.3.3 Transport routier

Le sous-secteur compte quarante-neuf (49) projets, pour un montant prévisionnel de 311,673 milliards de FCFA, soit 65,13% du tertiaire. Le transport routier est presque présent dans toutes les régions. Cette situation s'explique par l'option d'un meilleur développement des infrastructures pour une amélioration de la mobilité urbaine et interurbaine, mais aussi une réalisation des pistes pour un désenclavement du milieu rural. Toutefois, la répartition, du volume des investissements est inégalement répartie. Elle peut être classée en trois (3) catégories que sont :les régions où la présence du sous-secteur est forte : Thiès (14,76%), niveau national (14,11%), multi région (13,22%) ; les régions où la présence du sous-secteur est moindre : Diourbel (11,71%), Tambacounda (10,10%), Saint-Louis (9,55%), Dakar (8,30%), Kédougou (6,42%), Kolda (4,81%), Fatick (3,54%), Kaolack (2,01%) ; les régions où la présence du sous-secteur est faible : Ziguinchor (0,97%) et Louga (0,50%).

4.3.4. Transport ferroviaire

Il compte cinq (5) projets pour un montant prévisionnel de 139,224 milliards de FCFA. L'importance du montant s'explique, entre autre, par la construction de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD (Train Express Régional). Ce mode de transport contribue à la compétitivité et à

la croissance économique. Cependant, il faut noter que la présence du sous-secteur au niveau des régions est faible.

A l'exception du niveau national (33,54%), les projets du transport ferroviaire sont dénombrés à Dakar et à Thiès, avec le même taux (33,23%) et sont réalisés à 100%.

4.3.5. Transport maritime

Comme pour l'exercice précédent, le sous-secteur compte deux (2) projets pour une prévision de 7,1 milliards de FCFA, contre 3,350 milliards de FCFA en 2017.

Dans toutes les régions, il n'y a pratiquement pas de programmation, en termes de financement. Seule la région de Fatick (85,92%) et le niveau national (14,08%) ont pu bénéficier de ces investissements. Ces derniers portent, notamment, sur la réhabilitation des infrastructures portuaires à Dakar ainsi que la mise à l'exploitation du port et l'aménagement d'un terminal à hydrocarbures à Ndakhonga, dans le département de Foundiougne (région de Fatick). Ce qui favorisera le développement des potentialités industrielles, économiques, commerciales, agricoles, touristiques pour toute la zone centre. De plus, ces investissements contribueront à conforter la place du Sénégal dans les échanges avec les pays voisins.

4.3.6 Transport aérien

Le sous-secteur compte trois (3) projets pour un montant de 7,6 milliards de FCFA, répartis entre les seules régions de Thiès (65,79%) et de Dakar (34,21 %). Ce sous-secteur est d'une d'importance capitale, car le niveau et la qualité des services aériens y sont devenus des facteurs déterminants dans le choix de l'implantation géographique des entreprises et des organismes internationaux. C'est pourquoi, le Gouvernement s'est engagé à y apporter le soutien qui sied, comme en témoigne, pour cette année, l'augmentation du volume des investissements (7,6 milliards contre 5,225 milliards en 2017), avec le même nombre de projets (trois (3)).

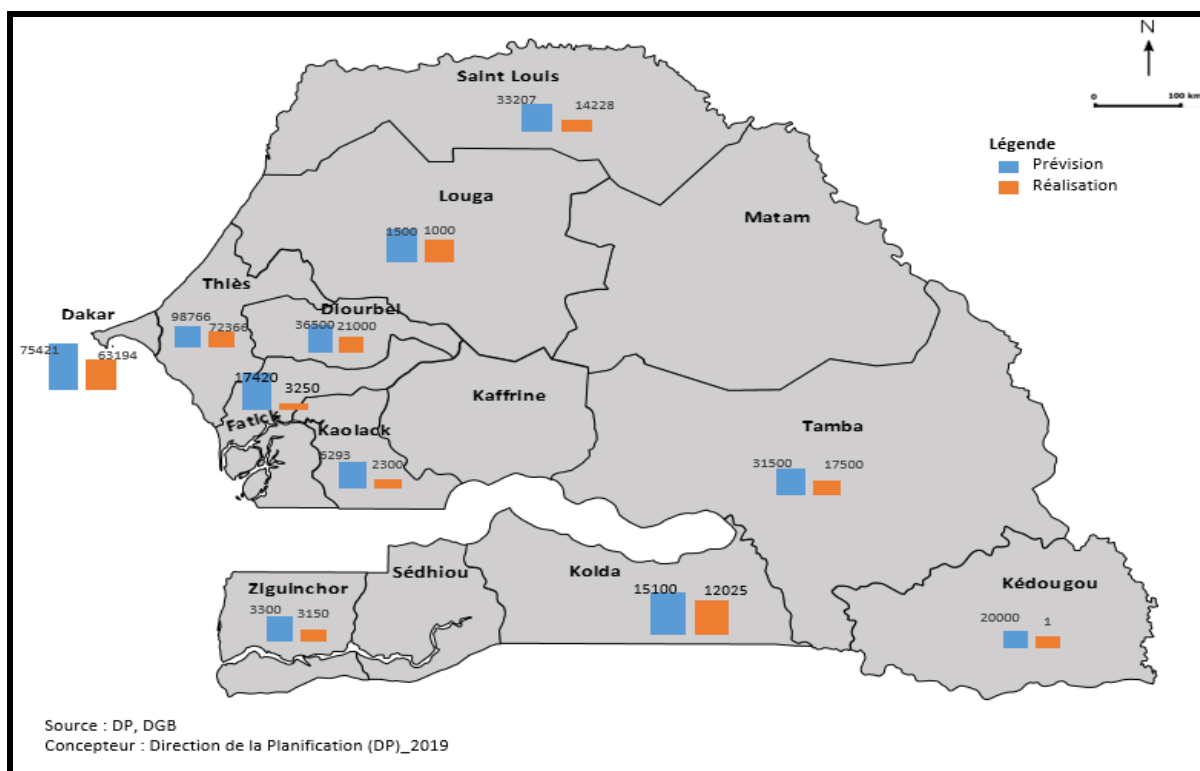
Toutefois, les ambitions dans ce sous-secteur méritent un accompagnement conséquent. L'objectif de faire de Dakar une plateforme aérienne de référence, en perspective de faire du Sénégal un hub de services (médical, tourisme, sièges régionaux d'entreprises et institutions internationales, éducation-formation), nécessite, au-delà de la mise en service de l'AIBD, la réhabilitation des aéroports régionaux. Dans ce cadre, la création d'une compagnie nationale de transport aérien est venue renforcer l'atteinte de cet objectif.

4.3.7 Poste, télécommunication et information

Le sous-secteur « Poste, télécommunication et information » n'a totalisé que huit (8) projets pour un montant prévisionnel de 4,208 milliards de FCFA, contre 7,208 milliards de FCFA pour le même nombre de projets en 2017. En outre, la totalité des investissements du sous-secteur se trouve au niveau national. Ce qui pose le problème de la répartition inégale des infrastructures de télécommunication sur l'ensemble du territoire. L'insuffisance des investissements publics, dans ce sous-secteur, entraîne le faible accès aux services et à l'information, surtout en zones rurales.

Ce sous-secteur occupe une place de choix dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), relativement à l'ambition de faire du pays un hub de services dans la sous-région. Par sa contribution à la formation du Produit intérieur brut (PIB), à hauteur de plus de 7%, avec un chiffre d'affaires de près de 575,6 milliards de francs CFA en 2015⁵, les télécommunications et les TIC ont joué un rôle important dans la croissance économique. Toutefois, les investissements restent toujours en deçà de ce que cela devrait être, compte tenu de l'importance du sous-secteur, bien que des efforts non négligeables soient en train d'être déployés.

Carte 18: niveau des investissements du secteur tertiaire



⁵ PTIP 2017-2019, page 72.

4.4. Le secteur quaternaire

Le quaternaire compte deux cent cinquante-sept (257) projets, pour un montant prévisionnel de 421,549 milliards de FCFA, soit 28,36% du PTIP 2018. Ce secteur est majoritairement dominé par les projets de « l'éducation et de la formation » et de la « santé et nutrition » qui représentent respectivement 38,92% et 37,21% en termes de nombre de projets et de volume d'investissements. En effet, ces deux sous-secteurs sont des piliers fondamentaux du capital humain et de la protection sociale qui ont été identifiés comme axes dans la quête de l'émergence à l'horizon 2035. Une performance dans ces sous-secteurs pourrait contribuer à instaurer et à renforcer la paix et la stabilité sociale dans le pays.

4.4.1 Hydraulique urbaine et assainissement

Le sous-secteur compte vingt-deux (22) projets, soit 8,56 % des investissements, pour un montant prévisionnel de 49,8 milliards de FCFA. Il a connu une hausse, du point de vue du montant des investissements, comparativement à l'année antérieure. Il fait partie des déterminants sanitaires sur lesquels une bonne politique de santé préventive pourrait être bâtie, d'où son importance.

La région de Dakar est en tête, avec un taux d'investissement de 35,14% du sous-secteur, en rapport avec la forte concentration de la population. Le niveau national (10,44%), les régions de Louga (21,49%), de Sédhiou, de Tambacounda, de Kaolack et de Kaffrine ont enregistré un taux de 8,03%. Les projets multi-région, quant à eux, se retrouvent avec le plus faible taux (0,81%) : leur réalisation s'est affectée à un taux de 87,50%, contre 100% l'exercice précédent.

Compte tenu de la faible présence de projets du sous-secteur dans les régions, ainsi que les multiples contraintes pendant l'hivernage notamment, il est nécessaire de renforcer les offres de services d'hydraulique urbaine et d'assainissement pour la modernisation, surtout dans les centres urbains.

4.4.2 Culture, jeunesse et Sport

Ce sous-secteur compte vingt-trois (23) projets pour une prévision de 22,428 milliards de FCFA. Les projets, qui y sont programmés, ont augmenté d'une unité et baissé, en termes de volume d'investissements enregistrés pour l'année 2018. Il constitue un axe majeur d'intervention des politiques de développement socio-économique pour l'épanouissement social et professionnel, notamment de la jeunesse. A l'instar de la plupart des autres sous-secteurs, les projets sont aussi inégalement répartis dans les régions.

Dakar a le taux d'investissement le plus élevé (41,62%). Il s'en suit le niveau national avec 28,71%, les projets multi-région (14,31%); les régions de Sédhiou, de Kaffrine et de Kédougou ayant chacune 5,12%. Ces dernières ont réalisé à 100% leurs investissements prévisionnels.

4.4.3 Urbanisme, habitat et cadre de vie

Le sous-secteur « habitat et urbanisme » compte vingt-deux (22) projets pour un volume d'investissements de 33,174 milliards de FCFA.

L'essentiel des investissements sont concentrés au niveau national (45,58%). Dans les autres régions, les prévisions se présentent comme suit : Dakar (21,56%), Thiès (9,04%), Sédhiou (7,53%), Ziguinchor (7,53%), Kolda (7,53%) et multi-région (0,23%).

Au regard des problématiques à adresser, par ce sous-secteur, beaucoup d'efforts restent à fournir. Il s'agit, entre autres, de la prolifération des bidonvilles, l'existence d'une urbanisation rapide et mal maîtrisée, l'occupation anarchique de l'espace, l'existence d'une pollution élevée, notamment dans les grands centres urbains, la difficulté d'accès de la majorité des citoyens à un habitat décent. Toutefois, dans le cadre du PSE, les stratégies sont essentiellement orientées vers la production de logements sociaux, l'aménagement de pôles urbains et la réduction des coûts des matériaux de construction.

4.4.4 Santé et nutrition

Le sous-secteur totalise quarante-sept (47) projets pour une prévision de 58,339 milliards de FCFA. Ces efforts sont à mettre au profit de la priorité accordée à la politique nationale de santé, notamment dans l'amélioration de l'accès des populations à des soins de santé de qualité et à moindre coût. Les investissements sont répartis comme suit :

- le niveau national et multi-région 72,92%;
- les régions : de Dakar (12,88%), de Louga (6,20%), de Kolda (3,78%) et de Saint-Louis (2,07%) ;
- les régions : de Sédhiou (1,71%) et de Kaffrine (0,44%).

4.4.5 Éducation et formation

L'éducation et la formation compte cinquante-trois (53) projets, pour un volume d'investissements de 98,526 milliards de FCFA, soit 23,3% du secteur. Conscientes que le savoir et la compétence conditionnent largement les performances en termes de croissance, de revenus et de création d'emplois, les autorités en ont fait une priorité, notamment dans le cadre du capital humain, de la protection sociale et du développement durable.

Le niveau national engrange un taux de 47,15% des investissements du secteur quaternaire. Quant aux projets spécifiques régionaux, ils se présentent comme suit : région de Dakar 27,98%, Diourbel (5,52%), Kaffrine (5,33%), Kaolack (5,07%), Fatick (5,07%), Ziguinchor (2,36%), Thiès (1,01%) et Kolda (0,51%).

4.4.6 Développement social

Le sous-secteur totalise vingt-cinq (25) projets, pour un montant d'investissements de 53,661 milliards de FCFA, soit 12,73% du quaternaire. Il constitue un des leviers d'intervention du PSE, notamment pour le Capital humain, la Protection sociale et le développement durable, en ce sens qu'il vise à corriger l'inégalité de genre dans les politiques publiques, le déficit de promotion des droits des femmes, de protection sociale des couches vulnérables, de protection de l'Enfance, du développement intégré de la Petite Enfance, d'extension de la Microfinance et d'autonomisation des femmes.

Le niveau national concentre 91,67% des investissements contre 5,97% pour le niveau multi-région. Quant aux régions, elles sont faiblement touchées de manière spécifique avec celles de Tambacounda (0,68%), Ziguinchor, Sédhiou et Kolda qui en ont chacune un taux de 0,56%.

4.4.7 Équipement administratif

Ce poste compte quarante-neuf (49) projets pour une prévision de 78,877 milliards de FCFA, soit 18,72% du secteur. Essentiellement financé sur ressources internes, ce sous-secteur porte sur des opérations de construction, de réhabilitation et d'équipements du patrimoine bâti de l'Etat ainsi que l'équipement des collectivités locales et le renforcement des moyens de défense nationale et de sécurité.

Il est presque absent dans les régions et est réparti comme suit : projets multi-région (51,67%), projets du niveau national (36,82%), la région de Dakar (10,38%) et celle de Saint-Louis (1,13%).

4.4.8 Etudes et recherche/quaternaire

Le sous-secteur compte quatre (4) projets pour un montant de 5,969 milliards de FCFA, soit 1,41% du quaternaire.

Ce poste est absent dans les quatorze (14) régions. Le niveau national a bénéficié de 82,15% du financement et le niveau multi-région de 17,85%. Ils sont destinés aux études de projets, aux études spécifiques et aux recherches pour accompagner la réalisation des projets d'investissements publics dans le secteur quaternaire. Ce sous-secteur mérite une

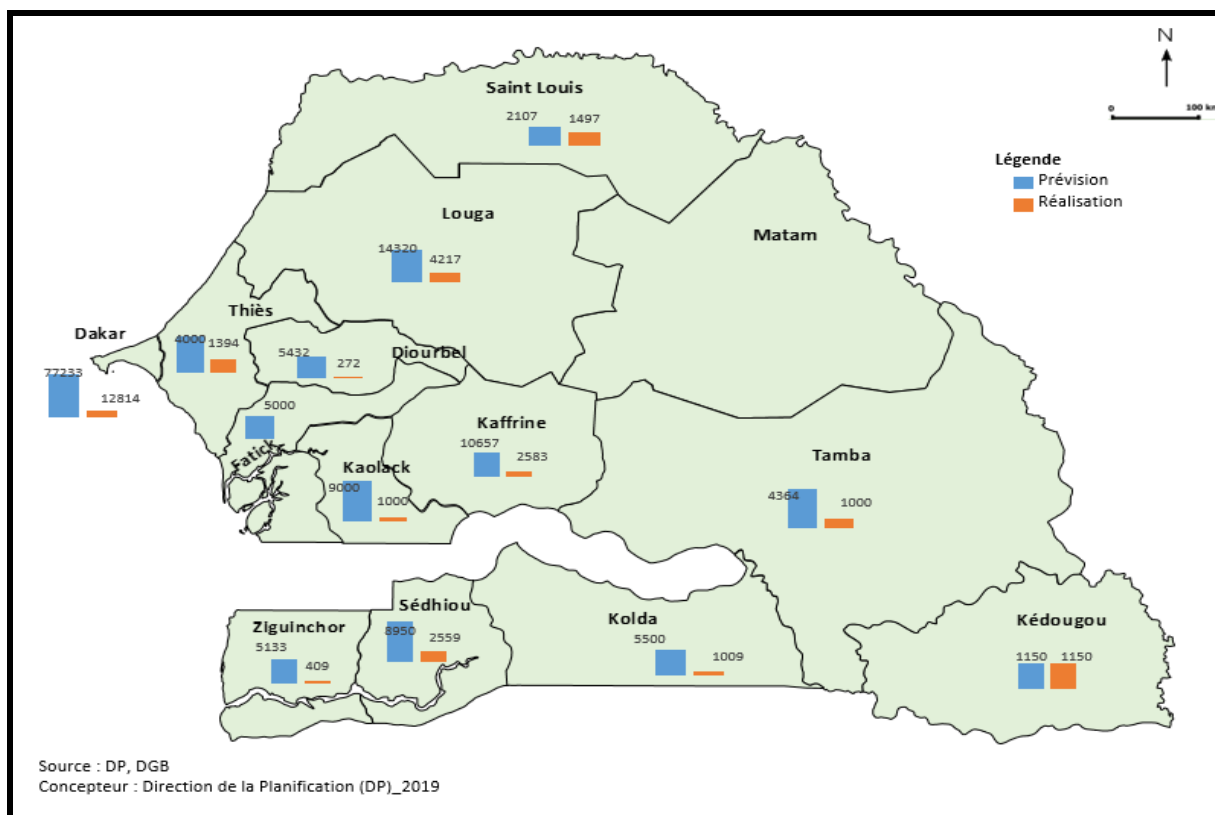
déconcentration dans les régions dans un contexte de territorialisation des politiques publiques.

4.5.9 Appui institutionnel, renforcement et assistance technique/quaternaire

Ce poste totalise douze (12) projets pour un montant d'investissements de 20,776 milliards de FCFA, soit 4,93 % du quaternaire.

Il est réparti comme suit : multi région (53,91%), national 43,09% et est principalement composé de projets et programmes qui contribuent au renforcement des capacités de gestion et de planification de l'Administration.

Carte 19: niveau des investissements du secteur quaternaire



Conclusion

L'analyse de l'exercice 2018 du Programme triennal d'Investissements publics 2018-2020 régionalisé révèle la persistance de disparités dans la répartition spatiale et sectorielle des investissements publics.

Même si cet exercice a fait des efforts remarquables pour corriger, en partie, l'insuffisance des projets accordés spécifiquement aux régions, il n'en demeure pas moins qu'elles n'occupent pas encore la place adéquate dans la répartition des investissements publics. La part relativement modeste des projets régionaux résulte, dans une large mesure, du manque d'information et du caractère non exhaustif, particulièrement pour ceux sur ressources extérieures. Cette situation rend difficile toute l'analyse de la répartition spatiale des programmes et projets et suscite également une certaine prudence par rapport à la présente étude.

À cet égard, beaucoup d'efforts restent à faire dans le cadre de la territorialisation des politiques publiques pour réduire davantage les disparités inter-régionales.

Du point de vue spatial, la région de Dakar continue toujours de bénéficier de plus d'investissements que les autres régions. En outre, les indicateurs économiques de ces dernières années montrent une persistance des disparités régionales dans les interventions publiques.

Au niveau sectoriel, le tertiaire, avec 478,524 milliards programmés, soit 32,18 %, bénéficie de la majeure partie des investissements. Il est suivi du secteur primaire avec 476,581 milliards de FCFA, soit 32,05%. Viennent ensuite le quaternaire et le secondaire avec respectivement 421,549 milliards de FCFA (28,36%) et 110,061 milliards de FCFA (7,41%).

Le tertiaire et le primaire, regroupant le sous-secteur social et celui d'appui à la production, s'inscrivent dans les priorités des pouvoirs publics qui visent à assurer aux populations l'accès équitable aux services sociaux de base. Il s'y ajoute également que la priorité accordée au secteur primaire se justifie par le rôle attendu de ce dit secteur à la création de la richesse et à sa capacité de redistribution de revenus, eu égard au nombre important d'acteurs sociaux qu'il mobilise.

En termes de réalisation, le secteur tertiaire ressort plus performant avec 66,08%, suivi par le quaternaire avec 19,57%. Quant au secteur primaire, son taux d'exécution se situe à 11,23% quand bien même il est le deuxième qui contribue le plus à la création de richesse. Le

secondaire est le moins performant avec seulement un taux d'exécution de 0,38%, en 2018 contre 8,95% en 2017.

En somme, cette étude a montré les principales caractéristiques de la répartition des investissements, tant au niveau spatial que sectoriel, mais également le degré de conformité avec les orientations définies par chaque région ainsi que les efforts consentis par les différentes zones dans la mise en œuvre des projets et programmes.